

DIALOGUE GLOBAL

12.3

3 numéros par an, en plusieurs langues

Entretien avec
Michele Ford

Dimitra Laurence Laroche

Michael Burawoy et
la sociologie publique

Svetlana Yaroshenko
Elena Zdravomyslova
Sari Hanafi
Margaret Abraham

Dialogues
intersectionnels

Kathy Davis
Helma Lutz
Ann Phoenix
Barbara Giovanna Bello
Ethel Tungohan
Amund Rake Hoffart

Perspectives
théoriques

Koichi Hasegawa

Regards sur
l'Ukraine

Nataliya Chernysh
Yuriy Pachkovskyy
Darie Cristea

Rubrique ouverte

- > **La nécessité de données comparatives intersectorielles sur les LGBT+**
- > **Reconnaissance, citation et injustice épistémique**
- > **Rentabilité et mobilités dans le secteur du "care" d'Europe centrale et orientale**
- > **Marché du travail domestique : les intermédiaires entre le Sri Lanka et l'Arabie saoudite**

MAGAZINE



Association
Internationale
de Sociologie
isa

VOLUME 12 / NUMÉRO 3 / DÉCEMBRE 2022
<https://globaldialogue.isa-sociology.org/>

DG



> Éditorial

Ce numéro s'ouvre sur un entretien réalisé par Dimitra Laurence Larochelle avec la célèbre chercheuse Michele Ford, qui explique en quoi consistent ses activités de consultante pour l'Organisation internationale du Travail et les difficultés que peuvent rencontrer les sociologues qui collaborent avec des organisations internationales et luttent pour les droits des travailleurs.

Le premier symposium porte sur les travaux de Michael Burawoy, qui représentent une considérable source d'inspiration. Ancien président de l'ISA et fondateur de *Global Dialogue*, il a lancé et influencé un vaste débat sur la sociologie publique et globale. Sari Hanafi, l'actuel président de l'ISA, et Margaret Abraham, sa prédécesseur à ce poste, ainsi que Svetlana Yaroshenko et Elena Zdravomyslova reviennent sur leur collaboration avec lui et sur son récent ouvrage *Public Sociology: Between Utopia and Anti-Utopia* tout en apportant divers éclairages sur la sociologie publique.

Le deuxième symposium, organisé par deux éminentes spécialistes, Kathy Davis et Helma Lutz, s'intéresse à la façon dont la théorie et le concept d'intersectionnalité sont développés, retravaillés et déployés dans différents contextes. Les articles réunis ici donnent un aperçu de l'influence qu'a eu l'intersectionnalité et illustrent comment chercheurs et activistes pensent l'inégalité, le pouvoir et le changement social à l'échelle à la fois locale et mondiale. Ann Phoenix, Barbara Giovanna Bello, Ethel Tungohan et Amund Rake Hoffart couvrent à cette occasion un large éventail de sujets.

Dans la rubrique théorique, Koichi Hasegawa revient sur le mouvement *Fridays for Future* à partir du point de vue des mouvements sociaux. Il s'intéresse plus particulièrement à l'approche culturelle, à la mobilisation des ressources et à la structure des opportunités politiques, et examine pourquoi ces campagnes ont connu un tel succès à l'échelle mondiale mais une participation faible et tardive au Japon.

La rubrique consacrée à un pays a été rédigée dans le contexte de la guerre d'agression contre l'Ukraine telle qu'elle a été perçue durant l'été 2022. En référence aux débats sociologiques sur la mondialisation, Nataliya Chernysh envisage le rôle de la sociologie dans

la phase de l'après-mondialisation au regard de cette guerre. Yuriy Pachkovskyy traite de l'expérience concrète de l'invasion, du traumatisme collectif et des conséquences à en tirer. Darie Cristea s'interroge sur la place de la sociologie dans un contexte de « dilemme sécuritaire » et de montée des mouvements et partis antisystème.

Dans la « Rubrique ouverte » qui clôt ce numéro, Sait Bayrakdar, Andrew King et Jana Bacevic réfléchissent à la sensibilité requise pour promouvoir la diversité et l'intersectionnalité dans les travaux scientifiques, les études et enquêtes représentatives ainsi que les questions épistémiques, tandis que Petra Ezzeddine, Kristine Krause et Wasana Handapangoda étudient les différentes formes que revêt aujourd'hui la marchandisation transnationale du *care*.

Lorsque nous avons pris la direction de *Dialogue Global* il y a cinq ans de cela, nous étions conscients de l'honneur mais aussi du défi que cela représentait de succéder à son fondateur et ancien rédacteur en chef Michael Burawoy. Maintenant que notre mandat touche à sa fin, c'est aux lecteurs de juger du travail accompli durant ces années. Avec Raphael Deindl, Johanna Grubner, Walid Ibrahim et Christine Schickert, qui ont fait un excellent travail en tant que rédacteurs adjoints, nous souhaitons exprimer notre reconnaissance pour leur formidable collaboration à tous ceux qui ont participé à son succès : nos équipes présentes dans le monde entier, qui ont permis au magazine d'être véritablement mondial et accessible à un public aussi bien d'universitaires que de non-spécialistes ; les responsables éditoriaux Lola Busuttill et August Bagà, qui constituent le pilier créatif et organisationnel du magazine ; les rédacteurs en chef adjoints Aparna Sundar et Christopher Evans pour leur précieux travail de révision ; le président et le secrétariat de l'ISA pour leur soutien continu ; et tous les auteurs de *Dialogue Global* pour avoir donné un aperçu de la vivacité de la sociologie dans tant d'endroits à travers le monde. Cela a été un plaisir de faire partie de cette formidable équipe de *Dialogue Global* et vous allez tous nous manquer. Nous sommes maintenant très heureux d'accueillir comme nouveau rédacteur en chef Breno Bringel, sociologue et politologue de renommée internationale et membre actif de l'ISA depuis de nombreuses années, qui ne manquera pas de continuer à faire progresser *Dialogue Global* dans les années à venir. ■

Brigitte Aulenbacher et **Klaus Dörre**,
rédacteurs en chef de *Dialogue Global*

> *Dialogue Global* est disponible en plusieurs langues sur [son site](#).

> Les propositions d'articles sont à adresser à globaldialogue.isa@gmail.com.

ISA Association
Internationale
de Sociologie

**DIALOGUE
GLOBAL**



> Comité de rédaction

Rédacteurs en chef : Brigitte Aulenbacher, Klaus Dörre.

Rédacteurs adjoints : Raphael Deindl, Johanna Grubner, Walid Ibrahim.

Rédacteur en chef adjoint : Christopher Evans.

Responsables éditoriaux : Lola Busuttill, August Bagà.

Consultant : Michael Burawoy.

Consultant médias : Juan Lejárraga.

Rédacteurs-consultants :

Sari Hanafi, Geoffrey Pleyers, Filomin Gutierrez, Eloísa Martín, Sawako Shirahase, Izabela Barlinska, Tova Benski, Chih-Jou Jay Chen, Jan Fritz, Koichi Hasegawa, Hiroshi Ishida, Grace Khunou, Allison Loconto, Susan McDaniel, Elina Oinas, Laura Oso Casas, Bandana Purkayastha, Rhoda Reddock, Mounir Saidani, Ayse Saktanber, Celi Scalón, Nazanin Shahrokni.

Équipes régionales

Monde arabe : (Tunisie) Mounir Saidani, Fatima Radhouani; (Liban) Sari Hanafi.

Argentine : Magdalena Lemus, Juan Parcio, Dante Marchissio.

Bangladesh : Habibur Khondker, Khairul Chowdhury, Fatema Rezina Iqbal, Mumita Tanjeela, Mohammad Jasim Uddin, Bijoy Krishna Banik, Sabina Sharmin, Abdur Rashid, Sarker Sohel Rana, Md. Shahidul Islam, A.B.M. Najmus Sakib, Eashrat Jahan Eyemoun, Helal Uddin, Masudur Rahman, Shamsul Arefin, Yasmin Sultana, Syka Parvin, Ruma Parvin, Saleh Al Mamun, Ekramul Kabir Rana, Sharmin Akter Shapla, Md. Shahin Aktar.

Brésil : Fabrício Maciel, Angelo Martins Junior, Andreza Galli, Ricardo Visser, Gustavo Dias, José Guirado Neto, Jéssica Mazzini Mendes.

France/Espagne : Lola Busuttill.

Inde : Rashmi Jain, Rakesh Rana, Manish Yadav, Pragya Sharma.

Indonésie : Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriya, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana, Diana Teresa Pakasi, Nurul Aini, Geger Riyanto, Aditya Pradana Setiadi.

Iran : Reyhaneh Javadi, Niayesh Dolati, Sayyed Muhamad Mutallebi, Elham Shushtarizade.

Kazakhstan : Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Almash Tlespayeva, Kuanysh Tel, Almagul Mussina, Aknur Imankul, Madiyar Aldiyarov.

Pologne : Urszula Jarecka, Joanna Bednarek, Marta Błaszczczyńska, Anna Turner, Aleksandra Biernacka.

Roumanie : Raluca Popescu, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Bianca Mihăilă, Ruxandra Păduraru, Ana-Maria Rențea, Maria Vlasceanu.

Russie : Elena Zdravomyslova, Daria Kholodova.

Taiwan : Wan-Ju Lee, Tao-Yung Lu, Yu-Wen Liao, Po-Shung Hong, Yi-Shuo Huang, Chien-Ying Chien, Zhi Hao Kerk, Mark Yi-wei Lai, Yun-Jou Lin, Yun-Hsuan Chou.

Turquie : Gül Çorbacioğlu, Irmak Evren.



Dans ce symposium, les auteurs explorent le travail de **Michael Burawoy**, fondateur de Dialogue Global et ancien président de l'ISA, et en particulier la question de la **sociologie publique**.



Des chercheurs d'Ukraine et de Roumanie se penchent sur **la situation actuelle en Ukraine** dans le contexte de la guerre d'agression russe et sur ses répercussions pour la sociologie.



La rubrique théorique examine les raisons pour lesquelles les campagnes de **Fridays For Future** peuvent être considérées, du point de vue des mouvements sociaux, comme l'action collective la plus réussie de ces dernières années.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

Édition française : ISSN 2519-8696

> Dans ce numéro

Éditorial 2

> PARLONS DE SOCIOLOGIE

Défendre les droits des travailleurs au niveau mondial :
Entretien avec Michele Ford

Dimitra Laurence Laroche, France 5

> MICHAEL BURAWOY ET LA SOCIOLOGIE PUBLIQUE

La sociologie publique dans le contexte russe

Svetlana Yaroshenko et Elena Zdravomyslova, Russie 8

De la sociologie publique à une sociologie dialogique

Sari Hanafi, Liban 12

Réflexions sur Michael Burawoy et la sociologie publique

Margaret Abraham, États-Unis 14

> DIALOGUES INTERSECTIONNELS

Penser l'intersectionnalité à l'échelle locale et mondiale

Kathy Davis, Pays-Bas, et Helma Lutz, Allemagne 16

Les passés intersectionnels hantent les futurs
intersectionnels

Ann Phoenix, Royaume-Uni 18

Perspectives intersectionnelles sur les mouvements sociaux

Barbara Giovanna Bello, Italie 21

Solidarités intersectionnelles et travailleurs migrants du "care"

Ethel Tungohan, Canada 23

En quête de la bonne métaphore intersectionnelle

Amund Rake Hoffart, Norvège 25

L'intersectionnalité comme méthode critique

Kathy Davis, Pays-Bas, et Helma Lutz, Allemagne 27

> PERSPECTIVES THÉORIQUES

"Fridays for Future" dans la perspective des mouvements sociaux

Koichi Hasegawa, Japon 29

> REGARDS SUR L'UKRAINE

Comment la guerre russo-ukrainienne affecte la sociologie

Nataliya Chernysh, Ukraine 33

Un traumatisme collectif et individuel

Yuriy Pachkovskyy, Ukraine 35

La guerre en Ukraine change ce que nous croyions savoir

Darie Cristea, Roumanie 38

> RUBRIQUE OUVERTE

La nécessité de données comparatives intersectorielles
sur les LGBT+

Sait Bayrakdar et Andrew King, Royaume-Uni 40

Qui détient le savoir ? Reconnaissance, citation
et injustice épistémique

Jana Bacevic, Royaume-Uni 42

Rentabilité des corps et mobilités dans le secteur du "care"
d'Europe centrale et orientale

**Petra Ezzeddine, République tchèque, et Kristine
Krause, Pays-Bas** 44

Marché du travail domestique : les intermédiaires entre
le Sri Lanka et l'Arabie saoudite

Wasana Handapangoda, Autriche et Sri Lanka 46

**“En sociologie, on peut très facilement s’enliser
dans la recherche au niveau micro – qui a son importance –
mais il faut pouvoir la relier à des questions plus vastes”**

Michele Ford

> Défendre les droits des travailleurs au niveau mondial

Entretien avec Michele Ford



Michele Ford est directrice du Sydney Southeast Asia Centre, en Australie. Ses recherches portent sur les mouvements syndicaux en Asie du Sud-Est, l'intersection entre les syndicats nationaux et internationaux, la migration des travailleurs, et la participation des travailleurs dans la sphère politique. Son travail a été soutenu par un certain nombre de dotations du Conseil australien de la recherche (ARC) en lien, entre autres, avec ces thématiques. Elle dirige actuellement des *Discovery Projects* (projets de découverte) de l'ARC sur les relations de travail dans les secteurs de la confection au Myanmar et de la pêche commerciale en Indonésie, ainsi qu'un *Linkage Project* (projet de liaison) de l'ARC sur les mesures prises par les syndicats pour faire face à la violence sexiste dans le secteur de la construction au Cambodge. En plus de ses travaux universitaires, elle a une importante activité de conseil auprès de l'Organisation internationale du Travail (OIT), du mouvement ouvrier international et du gouvernement australien.

Michele Ford est ici interviewée par **Dimitra Laurence Laroche**, chercheuse post-doctorale à l'Université Polytechnique Hauts-de-France (France), qui est également représentante de la jeunesse aux Nations unies pour l'Association internationale de Sociologie (ISA), membre du comité de recherche de l'ISA sur la Sociologie de la communication, de la connaissance et de la culture (RC14), rédactrice en chef adjointe du magazine *Art Style | Art & Culture International* et membre du comité de rédaction de la revue internationale *THESIS*.

D.L.L. : Pouvez-vous me parler de votre relation avec l'Organisation internationale du Travail ? Depuis quand et comment collaborez-vous avec l'OIT ?

M.F. : J'ai eu mon premier contact avec l'OIT au Myanmar. En 2013, dans le cadre d'un travail que je réalisais sur l'évolution des relations de travail après la transition au Myanmar, j'ai interviewé des personnes qui travaillaient pour l'OIT. Comme je dirige par ailleurs le Sydney Southeast Asia Centre [Centre pour l'Asie du Sud-Est de Sydney], j'ai décidé qu'il serait utile de s'engager sur le plan institutionnel et d'organiser un séminaire pour les syndicalistes, les employeurs et les responsables gouvernementaux afin de leur donner une idée de ce que d'autres pays faisaient en matière de relations de travail. J'ai présenté cette idée au bureau de l'OIT au Myanmar et ils ont été très contents de collaborer. Quelque 70 ou 80 personnes, dont le ministre et les directeurs généraux concernés, ont assisté au séminaire. La collaboration a été très positive. Après cela, certaines de ces personnes, qui sont passées à d'autres fonctions au sein de l'OIT, m'ont demandé de faire d'autres choses. Par exemple, j'ai travaillé avec un de mes collègues sur un document d'information sur

l'industrie de la confection dans huit pays d'Asie, qui a été financé par le bureau régional de l'OIT.

Puis en 2019, je me suis rendue à Genève pour des travaux sur le terrain avec les organisations syndicales internationales. Quelqu'un à l'OIT avait vu un livre que j'avais écrit sur les organisations syndicales internationales et la migration de main-d'œuvre et m'a demandé de faire une présentation. À cette occasion, je me suis entretenue avec plusieurs personnes ; l'une d'entre elles était le chef de la section Asie-Pacifique du Bureau des Activités pour les Travailleurs (ACTRAV). Il m'a par la suite chargée de mener des recherches sur les travailleurs de l'industrie de l'huile de palme en Indonésie et sur les stratégies numériques des syndicats en Asie et dans le Pacifique.

À noter que certains de mes articles sur l'OIT n'étaient pas exempts de critiques, par exemple sur le rôle de l'OIT au Myanmar, mais en fait j'ai le sentiment que les gens avec qui j'ai collaboré le comprennent bien. Je veux dire que s'ils n'étaient pas ouverts à la critique, ils ne travailleraient pas avec moi. Les personnes avec lesquelles je collabore au

>>

sein de l'OIT ont respecté mon rôle en tant que critique à la fois proche et extérieure. Je n'ai donc pas l'impression que ce soit un compromis de ma part de collaborer avec eux. Si c'était le cas, je ne le ferais pas.

D.L.L. : Comment appliquez-vous votre approche et vos compétences sociologiques à l'OIT ? Plus précisément, pourriez-vous expliquer comment un sociologue peut agir au sein de l'ONU pour apporter des solutions sur des questions liées au travail ?

M.F. : Je pense que l'essentiel est d'apporter un point de vue scientifique. Nous pouvons apporter des idées que l'institution n'est pas nécessairement en mesure d'apporter par elle-même. L'OIT fonctionne en chargeant un grand nombre de personnes de faire des recherches. On m'a donné beaucoup de liberté pour organiser ces projets, car ils sont tous orientés vers la recherche de base plutôt que vers les évaluations. J'ai effectué de nombreux travaux d'évaluation pour le mouvement syndical international, et ceux-ci étaient très différents. Dans le cas de l'OIT, il faut comprendre qu'il y a certaines questions pour lesquelles ils veulent des réponses, mais à part ça, ils se sont montrés très ouverts, en me laissant structurer le projet, et c'est là que je peux apporter mon expertise scientifique. Je peux donc décider du type de données dont j'ai besoin, et de la manière dont elles doivent être collectées et traitées.

Lorsque j'ai commencé, je craignais que mon travail ne fasse l'objet d'une certaine censure, car l'OIT doit être attentive aux points de vue des gouvernements ainsi qu'à ceux des syndicats et des employeurs – mais si cela avait été le cas, j'aurais cessé de travailler avec eux. Mais je n'ai pas eu le sentiment de subir de restrictions, ce qui a été une agréable surprise ! C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles ils aiment faire appel à des chercheurs extérieurs [rires] – pour introduire des voix différentes dans le débat.

D.L.L. : Vous avez dit auparavant que vous formuliez des critiques et que les gens au sein de l'OIT étaient très ouverts et que vous n'aviez aucune restriction. Avez-vous cependant rencontré des difficultés d'un autre type ? En général, quelles sont les difficultés que les sociologues peuvent rencontrer en travaillant dans des organisations internationales ? Et si vous avez rencontré des difficultés, comment les avez-vous surmontées ?

M.F. : À dire vrai – et c'est quelque chose que vraisemblablement aucune organisation n'aimerait lire [rires] – l'OIT est très bureaucratique. Et comme elle est très bureaucratique, les avancées sont très lentes. Par exemple, dans le cadre d'un projet récent, ils ont organisé pour moi une série d'entretiens avec des syndicats de la région Asie-Pacifique. D'un côté, bien sûr, c'était très utile. Mais il aurait été plus rapide de les organiser moi-même. La bureaucratie utilise beaucoup de circonvolutions. L'OIT est une grande orga-

nisation, alors quand on travaille avec, il faut s'adapter à son mode de fonctionnement, à *toute la mécanique pour faire avancer les choses...* C'est très différent, par exemple, de travailler avec une ONG qui a beaucoup de flexibilité et une équipe plus restreinte, ce qui permet de faire avancer les choses rapidement. Mais travailler pour l'OIT présente aussi des avantages, car les recherches effectuées pour son compte ont un certain prestige. C'est un bon moyen d'étoffer son CV. Je suis professeure d'université, donc ça ne change pas grand-chose pour moi au plan universitaire, mais en termes d'accréditation pour d'autres types de recherche appliquée, il est très utile d'avoir travaillé pour l'OIT.

C'est sans doute très différent pour ceux qui ne sont pas universitaires, ceux qui évoluent dans le monde des consultants. Pour ces personnes, cela peut être difficile, car l'OIT n'offre pas de très bonnes conditions de travail pour les consultants, et ne paie pas très bien ! Mais pour un universitaire, c'est vraiment positif. On a vraiment la possibilité d'influencer le débat, vous comprenez ? Des personnes prennent les décisions sur les programmes que l'OIT va mettre en œuvre, et c'est vraiment un privilège d'avoir la possibilité de contribuer à leurs processus de décision. C'est une façon d'appliquer nos compétences académiques et intellectuelles à des problèmes de la vie réelle, et on peut contribuer à un résultat vraiment concret parce que l'OIT est une organisation influente.

D.L.L. : Quelles sont, selon vous, les limites de la participation des sociologues au sein de l'ONU ?

M.F. : Je pense que les organisations des Nations Unies sont de très grandes organisations qui comptent un grand nombre de parties prenantes. Tout doit être très mesuré politiquement en raison de ces parties prenantes. En outre, l'OIT dispose d'une base de financement relativement restreinte. Elle doit donc, à bien des égards, tenir compte des priorités de ses donateurs. Parfois, elle peut vraiment faciliter le bon travail, mais parfois ce bon travail doit être abandonné parce qu'il n'y a pas de financement continu ou parce que les efforts sont orientés dans telle ou telle direction en fonction des priorités des bailleurs de fonds. Dans le cas de l'OIT, il y a un petit nombre de pays qui financent la plupart de ses activités. Donc, bien sûr, cela détermine les priorités. Ce n'est pas nécessairement quelque chose de négatif, mais cela limite les possibilités des sociologues d'avoir une influence.

D.L.L. : Depuis 2020, nous sommes confrontés à une pandémie mondiale qui a inévitablement des conséquences importantes sur les travailleurs et les conditions de travail dans le monde entier. Quelles mesures avez-vous préconisées pour renforcer les droits des travailleurs pendant la pandémie ? Y a-t-il à votre avis des domaines qui ont été négligés ?

M.F. : Je dirais plutôt que certaines questions d'actualité ont été négligées, comme par exemple la situation dans

les chaînes d'approvisionnement. Dans l'industrie de la confection par exemple, lorsque le Covid a frappé, on a assisté à des goulots d'étranglement au niveau de la logistique et à une baisse des commandes des consommateurs. Tout à coup, les usines n'avaient plus de commandes. Elles ont dû soit réduire le temps de travail de leurs employés, soit les mettre à la porte. Ceci étant dit, les grandes firmes font tout un plat au sujet de tout ce qu'elles font pour les travailleurs. Mais ensuite, dans une période de crise comme celle du Covid, on voit bien à quelle vitesse elles battent en retraite. Beaucoup a été fait au cours des 20 à 30 dernières années pour ce qui concerne la gouvernance internationale du travail, notamment par l'intermédiaire de l'OIT. Mais pour ce qui est de mettre en place des systèmes permettant de sanctionner les multinationales qui ne font pas ce qu'il faut en matière de droits du travail, il y a encore beaucoup de chemin à parcourir.

Bien sûr, la *gig economy* [l'économie à la tâche] présente en ce moment un intérêt considérable pour les sociologues du travail et des relations du travail et, dans certains contextes, elle peut effectivement conduire à une formalisation du travail. Ainsi, dans des pays comme l'Inde ou l'Indonésie, des personnes qui travaillaient auparavant dans le secteur informel ont maintenant au moins quelqu'un contre qui elles peuvent s'organiser. Mais d'un autre côté, les plateformes sont tellement puissantes qu'il peut être vraiment difficile de garantir les droits des travailleurs. Il est encourageant de constater qu'il y a maintenant des procès qui aboutissent à reconnaître le statut de salariés aux livreurs, mais je ne pense pas que l'OIT ni qui que ce soit d'autre ait encore une idée précise de la manière dont ces nouveaux modes de travail peuvent être réglementés.

Il y a un domaine dans lequel l'OIT a beaucoup travaillé ces dernières années – et il faut s'en réjouir –, c'est celui du travail dans le secteur informel, pour essayer de mieux le comprendre, ce qui nous ramène au travail pour les plateformes numériques. À bien des égards, le travail pour les plateformes numériques est une forme intermédiaire entre l'emploi formel et l'emploi dans le secteur informel. Je pense que c'est une occasion pour nous, en tant que sociologues mais aussi en tant que personnes qui veulent s'engager dans la vie réelle, d'essayer de trouver différents moyens de représenter les intérêts des travailleurs dans des secteurs qui ne sont pas formalisés.

À mon avis il y a trois grands domaines à travailler. Il ne s'agit pas de questions nouvelles ou spécifiquement liées au Covid, mais la pandémie a vraiment mis en évidence les problèmes qui existent dans ces secteurs. Et puis, plus

généralement, il y a le recul de l'État-providence, et l'absence d'État-providence dans des pays qui n'en ont jamais eu. Vous savez, c'est dans des moments comme celui-là que l'on voit vraiment à quel point cela a des répercussions sur les individus. Si vous êtes en Norvège, en Grèce ou au Congo, la vie est très différente, et les répercussions d'un événement comme une pandémie sont très différentes. Je pense qu'en ce sens aussi, c'est un peu un appel à se battre en faveur d'une réaffirmation de l'État-providence... La pandémie a vraiment rappelé l'importance de disposer d'un filet en matière de sécurité sociale.

D.L.L. : Avez-vous des conseils à donner aux jeunes sociologues et spécialistes des sciences sociales qui commencent une carrière dans le domaine international ? Avez-vous des recommandations ou des informations pour ceux qui cherchent un emploi dans ce domaine ?

M.F. : Les organisations qui font partie des Nations Unies sont déjà un important employeur de jeunes chercheurs en sciences sociales, et il y a donc beaucoup d'emplois en son sein mais aussi dans les autres types d'organisations qui gravitent autour de l'ONU. Dans les ONG internationales par exemple, on trouve également beaucoup de personnes titulaires d'un doctorat.

Pour quelqu'un qui suit un parcours universitaire, je pense vraiment qu'il est très enrichissant de collaborer avec des organisations comme l'OIT. Cela ancre notre recherche dans la réalité et nous permet de sortir du niveau micro. En sociologie, on peut très facilement s'enliser dans la recherche au niveau micro – qui a son importance – mais il faut pouvoir la relier à des questions plus vastes. Voir comment le système des Nations unies fonctionne nous aide à parvenir à certaines de ces questions plus importantes. Les réponses à ces questions ne sont pas forcément celles que le système lui-même veut entendre. Mais en étant ces voix à la fois engagées et critiques, je pense que nous avons la possibilité d'influer sur le système lui-même, et aussi sur les groupes dans la société à travers le monde que le système souhaite servir.

Sur le plan pratique, il est important pour les jeunes chercheurs de faire partie d'équipes, de se constituer un réseau dans leur domaine, d'entrer en contact avec des professionnels, d'être de bons contributeurs... De sorte que lorsque quelqu'un cherche une personne pour l'impliquer dans un projet, il pense à vous. Il y a d'abord l'établissement de contacts, puis il faut faire ses preuves. Et au bout du compte, vous devenez l'une des personnes auxquelles on fait appel. ■

Toute correspondance est à adresser à Michele Ford
<michele.ford@sydney.edu.au>

> La sociologie publique dans le contexte russe

Svetlana Yaroshenko et Elena Zdravomyslova, Association des Sociologues de Saint-Pétersbourg (Russie)



« Débat sur la sociologie publique à Saint-Pétersbourg », Eugenia Golant, 2015.

Dans cet article, nous analysons les difficultés auxquelles est confrontée la sociologie publique dans la Russie d'aujourd'hui. La question sous-jacente qui est ici abordée est la suivante : Que peut-on dire de l'engagement professionnel dans un régime politique dont le nom reste à trouver ? Nous vivons actuellement le cauchemar dystopique bien réel de « l'opération militaire spéciale » – la guerre en Ukraine. Dans cet article, nous décrivons ses effets sur la sociologie *in statu nascendi*, à partir des recherches et débats menés en Russie, de notre expérience professionnelle et de l'ouvrage de Michael Burawoy paru en 2021, *Public Sociology: Between Utopia and Anti-Utopia*, dont nous avons discuté avec des collègues, notamment ceux mentionnés par Burawoy dans la préface de son livre et des chercheurs qui ont contribué au développement de la sociologie publique russe.

> Dans le sillage de Michael Burawoy

Michael Burawoy identifie plusieurs caractéristiques de la sociologie dans les régimes non démocratiques. Selon lui, dans de tels contextes, la sociologie fonctionne comme « une courroie de transmission de l'idéologie du parti-État » et existe principalement sous la forme d'une sociologie appliquée (*policy sociology*) servile. Les libertés universitaires sont limitées et les chercheurs subissent un

contrôle strict de leurs activités professionnelles. Nous considérons que cette tendance à la subordination au parti-État est une marque de naissance de la sociologie en Russie qui est indésirable mais à laquelle il est difficile de ne pas se conformer.

Cependant, le courant d'opposition représenté par la sociologie savante (*professional sociology*) critique et son engagement en faveur d'une ouverture au public occupent également une place importante dans le paysage sociologique russe. Si la sociologie empirique s'est généralement déployée sous la forme de recherches appliquées dirigées ou guidées, on trouve également des sociologues qui se sont battus pour l'autonomie de leur profession, pour le droit d'apporter une expertise indépendante et de pouvoir débattre ouvertement au sein de la communauté des sociologues et avec le public non universitaire. Les sociologues russes se sont toujours efforcés d'être des intellectuels engagés dans le débat public. Durant l'ère soviétique, les meilleurs sociologues se plaignaient du caractère purement ornemental de leurs recherches et de leur inutilité. Ils apportaient un diagnostic de la société et faisaient des recommandations que personne n'écoutait au sein du régime autoritaire.

Burawoy affirme que pour « s'épanouir, notre discipline a besoin de l'implication du public ». L'exercice d'intros-

>>

pection auquel se livrent les sociologues russes confirme cette affirmation. À l'occasion de débats concernant les perspectives de la sociologie russe dans les années 2000, les chercheurs s'accordaient à dire que la « pauvreté théorique » et le manque de professionnalisme étaient dus à la faiblesse de la société civile, à une institutionnalisation insuffisante et à un manque d'autonomie (Romanov & Yarskaya 2008 ; Sokolov 2009). Une partie de la communauté professionnelle a exprimé l'espoir que la démocratisation et l'intégration dans la communauté sociologique mondiale aideraient à surmonter les limites d'une sociologie appliquée superficielle et servile. D'autres ont souligné la tendance à la fragmentation et au manque de communication au sein de la profession (Lytkina & Yaroshenko 2019).

> Les réalisations de la sociologie publique au XXI^e siècle

Dans la période post-soviétique, la visibilité de la sociologie dans la sphère publique s'est accrue. Les revendications de la sociologie publique ont toujours été en résonance avec l'idée que l'on se fait habituellement de notre profession. Pour les nouvelles générations de sociologues russes, mener des recherches sociologiques consiste à s'engager auprès des citoyens ; leurs recherches s'intéressent plus particulièrement aux initiatives populaires et aux ONG présentes sur le terrain. Ainsi, l'idée d'une sociologie publique organique a remporté l'adhésion au sein de la communauté des sociologues en Russie.

Mais pour l'essentiel, on constate que la sociologie publique traditionnelle continue à se déployer sous la forme de conférences publiques, d'interviews, d'évaluations d'experts, de vulgarisation des données de recherche, et toutes ces activités sont désormais prises en compte dans les évaluations professionnelles. L'engagement public apporte des avantages matériels et symboliques aux institutions et aux individus. Au cours des dernières décennies, les sociologues russes ont appris à communiquer avec les médias (en sélectionnant des interlocuteurs médiatiques fiables). Ce savoir-faire est devenu un acquis de la sociologie publique traditionnelle en Russie. Depuis un certain temps, il existe une scission politique qui est devenue une caractéristique importante du champ sociologique en Russie. Jusqu'à récemment, les représentants des différents camps trouvaient chacun leurs propres moyens de se faire connaître. Pour les sociologues critiques engagés dans le débat public, il existait une niche fiable composée de différentes agences prêtes à travailler avec eux, notamment la chaîne de radio *Ekho Moskvy* (« L'Écho de Moscou »), le journal *Novaïa Gazeta* (« Nouvelle Gazette ») et plusieurs ressources en ligne.

Mais avec le durcissement du régime autoritaire, la sphère publique s'est progressivement rétrécie. Le journalisme et la recherche critiques, représentés à la fois par des individus

et des institutions, ont été évincés de la sphère publique officielle. Ils ont été qualifiés d'« agents de l'étranger », ou ont subi des transformations idéologiques imposées par l'autocensure, ou ont tout simplement été liquidés.

> Législation répressive, affaiblissement de la société civile et asphyxie de la sociologie publique

Avant le jour funeste du 24 février 2022, jour du lancement de l'« opération militaire spéciale » en Ukraine par les autorités russes, l'autocratie a réussi à priver la société civile russe de moyens d'agir, limitant la capacité des classes populaires à influencer les politiques publiques. Les récentes persécutions ont été rendues légalement possibles grâce à tout un arsenal de lois répressives adoptées par le Parlement russe à la suite des manifestations de masse menées contre la fraude électorale en 2011-2012. De son côté, la loi sur la « propagande gay » (2013), qui restreint la liberté d'expression et criminalise la communauté LGBTQI+, a contribué à cadencasser les études de genre en Russie. La « loi sur les agents de l'étranger » (2012) a fonctionné comme un garrot, provoquant l'asphyxie de la société civile et la restriction des activités professionnelles des institutions non étatiques engagées dans des projets de sociologie publique organique. Cette loi visait initialement les ONG impliquées dans des activités politiques et recevant des subventions internationales. Aujourd'hui, la recherche appliquée et publique engagée se retrouve également dans le collimateur. Des organisations de défense des droits de l'homme et des instituts de recherche non gouvernementaux telles que l'ONG Memorial, le Centre Levada, le Centre indépendant de la Recherche sociale et les centres d'études de genre ont été les premières cibles répertoriées comme « agents de l'étranger ». Le prix à payer à cause de cette qualification « toxique » est souvent l'imposition de barrières insurmontables pour la recherche sociale, qui entraînent une réduction de la coopération internationale, ainsi qu'une austérité financière et des dépenses bureaucratiques (Skibo 2020).

L'application des lois répressives a également étouffé la société civile russe. Ses voix se sont affaiblies, comme si elles tentaient de s'échapper de gorges qui suffoquent. Les citoyens actifs, les initiatives citoyennes et les ONG craignent d'être persécutés. La sociologie publique peine à respirer dans ce climat de peur et de répression bien réelle.

La plupart des ONG ont cherché à éviter la qualification stigmatisante, optant pour la stratégie de l'auto-liquidation. (De nombreux centres d'études sur le genre ont fermé.) Quelques ONG désignées comme « agents de l'étranger » ont poursuivi leurs activités, menant une expérience de survie qu'elles se sont imposée. L'autocensure est devenue une autre stratégie courante pour les chercheurs et les journalistes qui tentent de poursuivre leurs activités

habituelles dans cette atmosphère irrespirable. Alors que les médias officiels ont restreint leurs contacts avec ceux désignés comme agents de l'étranger, les médias sociaux commencent à constituer une sphère publique de repli où pouvoir débattre et respirer sans entrave.

Toutefois, il ne s'agissait que de la phase initiale de l'« opération spéciale » contre cette partie de la société civile russe qui ne s'est pas encore tue. Les deux années de pandémie de Covid-19 ont permis à l'autocratie d'interdire les événements publics, d'écraser les mouvements de protestation et de déplacer l'attention de la population des affaires internationales vers les menaces sanitaires et la vie personnelle.

> La dystopie de l'opération militaire spéciale et l'asphyxie de la sociologie publique

Après le déclenchement de la guerre en Ukraine, la situation s'est considérablement aggravée. Une nouvelle série de lois répressives a mis fin au débat public et criminalisé les protestations. Les amendements de 2022 à la loi sur les agents de l'étranger élargissent l'éventail des cibles et des motifs de persécution. Les nouvelles qualifications d'« organisation indésirable » et de « pays inamical » anéantissent les efforts de coopération universitaire internationale. Dans ce contexte, les partisans de la sociologie publique sont facilement catégorisés comme des agents de l'étranger et contraints de rejoindre les rangs des persécutés. Cela peut même arriver aux chercheurs et aux institutions qui tentent de démontrer leur position apolitique et leur croyance en la neutralité académique.

Dans cette atmosphère, le vieux clivage politique entre sociologues serviles et sociologues critiques se trouve ravivé. Après le déclenchement de la guerre, des spécialistes en sciences sociales ont exprimé leur position dans des lettres ouvertes de soutien et de protestation. De nombreux protestataires ont dû prendre le chemin de l'exil interne ou externe (que l'on espère temporaire).

En mars 2022, les médias ont fait circuler une lettre de soutien de l'Union des recteurs des universités comportant 180 signatures. Ce geste politique semblait garantir à ces universités et à leur personnel un certain degré de sécurité, mais a fait de ces institutions les cibles de la *cancel culture* au sein de la communauté universitaire internationale. Simultanément, des lettres de protestation ont été signées, et des chercheurs individuels et des institutions indépendantes ont mis en ligne des déclarations de protestation sur Telegram, Facebook et Instagram. Les lettres de protestation mettaient l'accent sur les conséquences dévastatrices de la guerre pour la société et le monde universitaire russes ([Dubrovsky & Meyer 2022](#)). Peu après le lancement de la guerre, Instagram et Facebook ont été bloqués en Russie, et l'accès sans restriction aux médias sociaux n'est devenu possible que moyennant l'utilisation d'un réseau virtuel privé (VPN).

Cependant, la plupart des sociologues évitent de se prononcer ouvertement sur l'invasion. Ceux qui s'abstiennent de commentaires expliquent leur choix par des considérations de « neutralité professionnelle ». Ils croient en la rationalité neutre de l'universitaire, appelé à garder son sang-froid, à apporter son expertise et à ne pas se mêler des questions politiques. Cet argument, qui peut paraître logique, s'alimente en fait du profond sentiment de peur qui pénètre tout l'espace public. Ce climat de peur prive la sociologie publique de moyens d'agir et la condamne à l'asphyxie. Pourtant, certaines questions sociologiques font l'objet de débats récurrents dans les sphères publiques à la fois officielles et alternatives.

> Une critique des sondages d'opinion

Il existe un sujet important qui a un lien direct avec la sociologie publique traditionnelle. Les sociologues dissidents critiquent la méthodologie des sondages d'opinion dans les régimes répressifs et pendant les conflits militaires. Ils affirment que les chiffres témoignant du soutien à l'opération militaire ne peuvent être interprétés comme l'expression d'attitudes authentiques. La peur altère les réponses de la population ; la sociologie publique traditionnelle est devenue un objet de manipulation politique, et les résultats qu'elle produit sont exploités pour défendre la guerre et les sanctions économiques ([Yudin 2022](#)). Ces critiques font l'objet d'un consensus parmi les intellectuels publics dissidents, tandis que ceux qui expriment leur loyauté prennent les données des sondages d'opinion pour argent comptant.

> Les stratégies des sociologues

Lorsque les libertés universitaires sont rognées et que la sociologie publique souffre d'asphyxie, quelles sont les stratégies que les sociologues peuvent adopter ? La majorité des universitaires poursuivent leurs activités comme avant – ils ne voient pas d'alternative à leur situation professionnelle. Souvent, ils pensent qu'ils ont encore la possibilité de faire leur travail et de « rester calme et continuer normalement ». Nos collègues rappellent leurs responsabilités éducatives, et l'importance d'aider leurs étudiants à surmonter leur sentiment de honte et de désenchantement. Beaucoup pensent que le moment est propice à l'ethnographie et peut inspirer des recherches sur le terrain et des carnets de terrain sur différentes configurations de mondes de la vie qui sont écrasants. D'autres se tournent vers l'analyse du totalitarisme et des dystopies dans les classiques, au motif qu'ils pourraient aider à analyser les grandes mutations de la réalité sociale actuelle.

Nous constatons que de nombreux étudiants et spécialistes éprouvent un « désenchantement impuissant » à l'égard de notre discipline. Ils ont réalisé à quel point il est dangereux de s'engager dans la sociologie publique, à quel point conjuguer son activité professionnelle et un

engagement civique peut avoir un coût considérable. La peur, ainsi que le manque d'espoir quant aux possibilités de poursuivre son activité professionnelle en Russie, provoquent un sentiment d'aliénation et la délocalisation (que l'on espère temporaire) des universitaires en situation de risque. L'air vient à manquer pour la sociologie publique, ses perspectives sont radicalement réduites, et les sociologues contestataires tentent d'organiser une sphère publique ouverte alternative sur les plateformes de médias sociaux où ils peuvent s'exprimer ouvertement.

> Une sphère publique alternative comme espoir d'une utopie réelle

Les sociologues critiques protestataires tentent de faire entendre leur voix en Russie et dans le monde. Leur stratégie consiste à poursuivre leur travail professionnel et à faire entendre leur voix dans la sphère publique alternative rendue disponible par les nouvelles technologies de l'information. Des journalistes protestataires travaillent au-delà des frontières dans l'espace en ligne qui s'est développé pendant la pandémie de Covid-19 ; ils animent des débats publics en ligne sur l'actualité brûlante se rapportant à la vie en Russie. Les réseaux Telegram et Facebook ont certes permis de créer une sphère publique pour ceux qui s'opposent à l'opération militaire, mais ces activités ont une audience limitée et sont à l'origine d'une bulle informationnelle.

Dans cette sphère publique alternative, les spécialistes des sciences sociales traitent des affaires étrangères en tant qu'intellectuels engagés en même temps qu'ils explorent les concepts plus abstraits de néo-totalitarisme, d'autocratie des dictatures, de colonialisme et d'empire. Ils tentent de trouver un terme approprié pour définir le ré-

gime russe. Beaucoup se sentent responsables de ce qui se passe. Ils se demandent : Qu'est-ce qui nous a échappé ? Comment aurions-nous pu empêcher la guerre ? Pourquoi nous sommes-nous trompés dans nos pronostics ?

> Conclusion

La répression de la sphère publique signifie que la sociologie publique souffre d'asphyxie traumatique : un état pathologique grave qui affecte un corps vivant qui ne peut ni respirer ni bouger en raison d'une carence en oxygène. Cette situation est potentiellement mortelle. Dans le contexte du régime autoritaire russe, les possibilités pour la sociologie publique sont devenues très limitées en raison de la peur ambiante et de la répression effective. La sociologie publique traditionnelle est soumise à une forte censure, et les résultats des sondages d'opinion sont utilisés comme des instruments politiques. Mais la sociologie publique continue d'exister au-delà des frontières et dans la sphère publique alternative des médias sociaux.

Le cauchemar dystopique que nous sommes en train de vivre nous aide à comprendre que la tradition sociologique à laquelle nous appartenons repose sur un engagement moral, sur des valeurs démocratiques que nous partageons résolument avec d'autres : liberté, raison, égalité, solidarité. Dans la situation actuelle, nous devons accumuler des connaissances en provenance des professionnels, auxquelles la population aura accès par la suite. Les circonstances actuelles obligent les sociologues russes à s'interroger sur leurs ambitions et les fondements de leur travail, et à réfléchir une fois de plus au lien fort qui existe entre leur profession et leur engagement moral – une réflexion qui pouvait auparavant être évitée, sous le prétexte de la neutralité. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Svetlana Yaroshenko <svetayaroshenko@gmail.com>
Elena Zdravomyslova <zdrav3@yandex.ru>

> De la sociologie publique à

une sociologie dialogique

Sari Hanafi, Université américaine de Beyrouth (Liban), et président de l'Association internationale de Sociologie (2018-23)

Michael Burawoy n'est pas seulement un penseur qui nourrit la sociologie de nombreuses idées théoriques sur la sociologie du travail et l'économie politique : il redéfinit véritablement la pratique de la sociologie à travers le monde. Lorsque j'ai commencé à lire *Public Sociology: Between Utopia and Anti-Utopia*, je n'ai pas pu arrêter avant d'en avoir lu la dernière page. Dans cet essai qui se lit comme un roman, Burawoy fait du dernier demi-siècle de sa trajectoire un objet d'analyse, tout en mettant en avant ses arguments en faveur de la sociologie publique. En rapprochant le projet d'Erik Olin Wright de sa conception de la sociologie publique, Burawoy décrit celle-ci comme une science morale ou normative qui défend certaines valeurs qui pourraient être réalisées (le côté utopique), et la façon dont leur réalisation est entravée (le côté anti-utopique).

Burawoy théorise la sociologie publique en la rendant organique et génératrice d'une utopie réelle, dans l'esprit de la sociologie citoyenne. Je ne peux qu'être d'accord avec lui, mais je voudrais dans ce court article plaider en faveur non seulement d'une critique sévère des oppresseurs mais aussi de la possibilité de dialoguer avec eux. Je tire mes justifications pour ce que j'appelle la « sociologie dialogique » de mon domaine de recherche et de ma localisation. Les champs de la sociologie qui sont les miens (ceux de la connaissance, de la culture, de la religion et de la politique) sont très différents des domaines de la sociologie du travail et du marxisme (critique) de Burawoy. Burawoy dénonce les capitalistes néolibéraux et les artisans de la troisième vague de marchandisation. Le Moyen-Orient, où j'ai grandi et où je vis toujours, est une région depuis longtemps en proie à des régimes autoritaires et coloniaux brutaux, où la torture, les enlèvements politiques, les assassinats et la dépossession sont monnaie courante. Que faire lorsque ces régimes autoritaires ont créé une hégémonie culturelle et fait subir un lavage de cerveau idéologique à une grande partie de la population afin de la convaincre des vertus de l'autoritarisme comme garant de la stabilité ? Comment aborder le conflit israélo-arabe lorsque certains Israéliens, frères et sœurs de survivants de l'Ho-

locauste, deviennent des colons qui confisquent les terres des Palestiniens ? Peut-il y avoir une justice historique et réparatrice sans recourir aux mécanismes pluralistes plus généraux de la justice transitionnelle ?

En raison de sa sensibilité aux personnes dominées et à leurs souffrances, Michael Burawoy a souvent mis en avant que la mission de la sociologie est de se tenir aux côtés de la société civile, en opposition à la fois à la domination de l'État et à celle du marché. Cette mission est essentielle, mais j'en ajouterais deux autres.

La première est d'étendre la mission sociologique au-delà de la société civile, à la *sphère civile*, au sens où l'entend Jeffrey Alexander. Alexander nous rappelle que la société civile n'est qu'une sphère parmi d'autres au sein d'un système social plus large, dans lequel il faudrait intégrer la famille, les groupes religieux, les associations scientifiques et professionnelles, et les communautés régionales géographiquement délimitées, car toutes ces composantes produisent des biens et organisent leurs relations sociales en fonction d'idéaux et de contraintes qui sont différents. Cette extension de notre mission est très importante si nous voulons continuer à nous considérer comme les gardiens de cette sphère civile et des idéaux démocratiques libéraux.

Notre deuxième tâche est d'assurer la médiation avec les différentes sphères non civiles, en nouant un dialogue avec elles. Nous devons prêter une oreille attentive à ceux qui refusent d'adhérer, partiellement ou totalement, aux idéaux que nous cherchons à défendre. Il faut dire que Burawoy note bien l'importance de ce point lorsqu'il fait l'éloge de l'ouvrage d'Arlie Russell Hochschild, *Strangers in their Own Land: Anger and Mourning on the American Right*, dans lequel elle franchit le « mur de l'empathie » avec des partisans du Tea Party en Louisiane. Ceux-ci sont devenus des partisans de Trump, exprimant ainsi leur mécontentement face à la mondialisation et leur vision des inégalités sociales. Avant de les juger, écoutons, par exemple, ceux qui craignent l'arrivée de migrants syriens et africains en Europe. En plus de nos méthodes normatives,

>>

“La sociologie publique n’a pas seulement à voir avec des revendications rationnelles, ou des argumentations normatives débattues dans la sphère publique, mais aussi avec les émotions et les faiblesses morales de l’autre”

nos présupposés et nos engagements explicites, je voudrais ici insister sur notre capacité de dialogue et de médiation avec les sphères non civiles. Au lieu d’une théorie sociale critique radicale, j’en appelle à une théorie critique située. Une théorie qui, tout en critiquant le pouvoir, est également capable d’amorcer simultanément le dialogue avec les forces mêmes qu’elle critique. C’est une façon pour la sociologie, tout en adoptant le projet libéral global et classique, de faire une place au libéralisme politique de Rawls (en version améliorée et amendée), c’est-à-dire de trouver dans notre société le pluralisme (conceptions pluralistes du bien) qui permette de combiner au sein de la société toutes les sortes de diversité avec la cohésion sociale (une conception unifiée de la justice).

Plus largement, pour moi – et je suis sûr que Burawoy me rejoindrait sur ce point – la sociologie publique n’a pas seulement à voir avec des revendications rationnelles, ou des argumentations normatives débattues dans la sphère publique, mais aussi avec les émotions : comment comprendre les émotions de l’autre, sa sensibilité morale, ses faiblesses morales aussi, qui peuvent le rendre aveugle à la souffrance sociale. Cette sociologie dialogique est sensible non seulement à la manière dont les gens justifient leurs actions d’un point de vue éthique, mais aussi à la manière dont les sociologues pourraient prendre cette souffrance sociale au sérieux et l’aborder, pour reprendre les termes de Silvia Cataldi, comme une herméneutique de la présence.

Sur le plan de la morale, dans le monde arabe, où le sentiment religieux est très important, la religion constitue l’une des sources de la moralité. Il s’agit là d’un sujet qu’on évite le plus souvent d’aborder, l’énorme éléphant dans la pièce qui est délibérément ou inconsciemment in-

visible dans la littérature sociologique, sauf lorsqu’il est lié à la violence politique. La religion n’occupe pas seulement une place importante dans le monde arabe, au Moyen-Orient, en Israël, mais aussi de plus en plus en Amérique latine (avec le néo-pentecôtisme au Brésil par exemple) et ailleurs. Je pense donc qu’en tant que sociologues, nous devons faire preuve de modestie et réfléchir à la manière de reconnaître l’existence de différentes formations d’élite dans notre société, parmi lesquelles figurent des religieux depuis si longtemps ignorés ou méprisés, et qualifiés de rétrogrades et de réactionnaires par les spécialistes en sciences sociales anticléricaux.

Rappelons enfin que, dans son livre à la fois autobiographique et analytique, Burawoy exprime sans détour que l’une des tâches de la sociologie aujourd’hui est de promouvoir des visions utopiques de l’avenir – une tâche qui n’est pas aisée à une époque où l’idée du socialisme a été discréditée. Selon lui, on devient sociologue « non pas pour devenir riche, mais pour créer un monde meilleur, [...] plus égalitaire, plus libre, plus coopératif » (p. 2). Pour sa part, Burawoy contribue à un monde meilleur à travers sa pensée, mais aussi son action, en faisant preuve de tant de générosité à l’égard de ses étudiants et plus largement de la communauté scientifique. Moi-même, je lui dois beaucoup car il m’a accompagné dans ma transition non pas de la sociologie académique et de l’expertise vers la sociologie publique, mais d’une sociologie définie par des problématiques locales et régionales vers une sociologie qui englobe les problématiques mondiales. Il m’a par ailleurs encouragé à me présenter aux élections du comité exécutif de l’Association internationale de Sociologie, d’abord comme vice-président des associations nationales puis président de l’Association. ■

Toute correspondance est à adresser à Sari Hanafi <sh41@aub.edu.lb>

> Réflexions sur Michael Burawoy et la sociologie publique

Margaret Abraham, Université Hofstra (États-Unis)



À une manifestation d'Occupy Wall Street à New York, 2011. Photo de Margaret Abraham.

Dans le monde entier et depuis longtemps, des sociologues, des spécialistes des sciences sociales, des chercheurs activistes, des féministes et des personnes de couleur conjuguent recherche et action et s'engagent auprès des publics pour traiter de questions comme les inégalités, l'apartheid, l'exploitation, l'oppression, l'aliénation, les guerres, le racisme, le colonialisme, le capitalisme, la démocratie, la violence de genre et les mouvements pour la justice sociale et le changement social.

Aux États-Unis, l'histoire de l'engagement des sociologues auprès des publics a souvent été effacée ou reléguée à la marge dans le canon sociologique. Si les théoriciens classiques que sont Marx, Weber et Durkheim font à juste titre partie du panthéon occidental, des sociologues, chercheurs et activistes précurseurs – en particulier W.E.B. Du Bois, Harriet Martineau, Jane Addams, Anna Julia Cooper, Ida B. Wells-Barnett et Marianne Weber – sont restés relativement méconnus jusqu'à très récemment. Historiquement, les piliers du pouvoir et des privilèges que sont les systèmes de production, de distribution et de consommation des connaissances ont joué un rôle central pour créer et délimi-

ter le canon sociologique de manière à ce qu'il soit utile au domaine professionnel théorique et méthodologique central de la sociologie, qui était principalement occidental, blanc et masculin. Le résultat a été l'exclusion ou la minimisation des connaissances théoriques et contributions méthodologiques d'importants sociologues engagés auprès des publics, qui faisaient de la sociologie en marge du canon.

En 2004, Michael Burawoy, dans son allocution présidentielle pour l'American Sociological Association (ASA), a (re)popularisé le terme de *sociologie publique* aux États-Unis. En délimitant les types de savoirs sociologiques (publics, savants, appliqués, et critiques) et en définissant la sociologie publique comme une impulsion à faire des sociologies qui renforcent et protègent toutes les relations sociales qui rendent les gens humains, il a ranimé les discussions et les débats sur la raison d'être de notre discipline. Pour une chercheuse engagée dans l'action féministe comme moi, une sociologue qui travaille aux marges et s'efforce depuis les années 1990 de faire passer la violence domestique du statut de problème privé à celui de problème de société, la conférence de 2004 a été d'un point de vue sociologique l'une des plus stimulantes et

>>

des plus ouvertes au public que l'ASA ait organisées. Bien qu'étant pleinement au fait des importantes contributions des sociologues américains à l'engagement sociologique auprès des publics, ainsi que de celles d'associations telles que la Society for the Study of Social Problems et Sociologists for Women in Society, l'allocution de Burawoy et son appel en faveur de la sociologie publique ont réellement trouvé un écho. La myopie de notre profession a été remise en cause, et le savoir sociologique remis en question à travers ces deux questions : pour qui et pour quoi ?

Pour Burawoy, la sociologie est un catalyseur du changement social. Il s'agit au fond d'une sociologie profondément humaniste qui cherche à contribuer de manière significative à un monde meilleur où il y aura moins de souffrance produite par la société. Il s'agit donc aussi d'une sociologie qui s'attaque aux problèmes réels que sont l'exclusion sociale, les inégalités criantes de richesse et des chances, la marchandisation et un monde centré sur le marché. La principale mission de la sociologie est de participer de manière proactive au combat pour protéger la société des ravages causés par le fondamentalisme de marché. Burawoy aspire à un paradigme de sociologie publique qui permette des alliances avec les organisations civiles et les mouvements sociaux et s'assure de leur soutien, tout en accordant une place importante au public étudiant. La sociologie ne peut pas se limiter aux seules impulsions pragmatiques des activistes : elle doit tout autant s'intéresser aux valeurs, pour mieux comprendre le monde humain et social. L'analyse sociologique doit placer au premier plan non seulement la connaissance instrumentale des moyens mais aussi la « connaissance réflexive » sur les fins. La sociologie publique doit contribuer à un débat public sur les valeurs et les objectifs ainsi que sur la possibilité de les réaliser. Cela implique une « interdépendance organique » où le développement de chaque type de savoir – public, savant, appliqué, et critique – dépend du développement de tous les autres.

Les articles de Burawoy écrits entre 2004 et 2014 témoignent de l'évolution de son travail comme un mouvement de la sociologie publique vers la sociologie globale. Ils font apparaître la trajectoire qui a consisté dans un premier temps à identifier et à remettre en question l'hégémonie de la sociologie savante universitaire aux États-Unis puis à apporter une compréhension plus critique et à s'impliquer dans les défis globaux posés par un monde inégalitaire. Plaidant en faveur d'une sociologie mondiale solidement ancrée dans les systèmes de connaissance locaux et nationaux, Burawoy est parfaitement conscient de l'emprise hégémonique du Nord sur la production de connaissances, et met en garde contre le rêve positiviste d'une unification des sciences sociales, qui serait inévitablement contrôlée par les puissants, avec le risque de voir l'Occident « promouvoir les intérêts d'un nouvel impérialisme ». Au lieu de cela, il expose un projet alternatif qui envisage de réunir les sociologies nationales en associations régionales pour ensuite conduire au dialogue et à la synthèse finale des

sociologies mondiales. *Global Dialogue*, le projet qu'il a lancé au sein de l'Association internationale de Sociologie, a été conçu comme un moyen de produire un dialogue et un débat sociologiques internationaux à travers le monde sur tout un éventail d'enjeux contemporains.

Ce qui ressort de la lecture du récent ouvrage de Burawoy, *Public Sociology: Between Utopia and Anti-Utopia*, publié près de deux décennies après son allocution présidentielle de 2004 à l'ASA et près d'une décennie après son allocution présidentielle de 2014 à l'ISA, c'est comme il reste persistant, passionné et persuasif sur les pièges et les promesses de la sociologie. Burawoy met en avant le point de vue de C.W. Mills selon lequel la sociologie se situe à l'intersection de la biographie et de l'histoire, mais aussi, bien que de manière fortuite, l'importance du slogan féministe « le privé est politique ». Il se montre davantage explicite lorsqu'il s'agit d'exprimer son attachement au marxisme et sa critique de celui-ci, de même que lorsqu'il souligne l'immense apport sociologique de W.E.B. Du Bois pour relier sociologie et transformation sociale. Burawoy fait habilement le lien entre ses propres expériences et son analyse de la sociologie publique, savante, appliquée et critique. Ses séjours sociologiques à travers le monde, où se mêlent biographie et histoire, montrent que les expériences vécues font partie intégrante de l'imagination sociologique. Cet ouvrage permet de suivre son parcours explicite, nuancé et personnel de sociologue, d'étudiant, de chercheur, d'enseignant, de directeur, d'ami, de collaborateur, d'activiste et de dirigeant d'association professionnelle qui s'emploie continuellement à mettre en évidence et à (re)situer la sociologie pour répondre aux défis de notre discipline et de la société de notre époque. En cela il interroge, extrapole et explique à la fois les risques et la pertinence de la sociologie.

Aujourd'hui, alors que nous sommes confrontés aux répercussions d'une pandémie mondiale, à la montée de l'autoritarisme, à la progression du fondamentalisme religieux et à l'explosion des *fake news*, des médias sociaux et de la consommation de méga-désinformation par des publics manipulables qui s'alignent souvent contre le bien commun, nous nous trouvons une fois de plus dans la nécessité de nous demander ce qu'il faudra faire pour tenir la promesse de la sociologie. Peut-être l'espoir réside-t-il dans une nouvelle génération de sociologues et d'activistes qui, en étudiant l'histoire, en faisant progresser la science de la sociologie par le biais d'une théorisation rigoureuse, mais aussi de l'enseignement et de la recherche, sauront s'attaquer aux inégalités persistantes et émergentes. Nous savons qu'identifier les problèmes et apporter des explications ne suffit pas. Nous devons nous interroger, imaginer, proposer, rechercher et trouver les moyens de contrecarrer les inégalités. Nous devons tenir fermement la promesse de la sociologie de construire un monde meilleur, juste et équitable. ■

Toute correspondance est à adresser à Margaret Abraham
<Margaret.Abraham@Hofstra.edu>

> Penser l'intersectionnalité à l'échelle locale et mondiale

Kathy Davis, Université libre d'Amsterdam (Pays-Bas) et **Helma Lutz**, Université de Francfort (Allemagne)



Marche des Femmes de 2020 à Washington DC, États-Unis. Crédit : [risingthermals/flickr](https://www.flickr.com/photos/risingthermals/).

L'*intersectionnalité* est un terme qui s'applique à l'intersection et à l'enchevêtrement des structures sociales et des identités. Forgé par Kimberlé Crenshaw en 1989, il a recours à la métaphore du carrefour : un endroit très fréquenté où des individus de genre, de sexualité, de classe sociale ou d'identité raciale différents risquent constamment de se faire écraser. Cette métaphore a été employée avec succès dans l'analyse et le débat sur les inégalités sociales pour sa capacité à décrire l'intersection de différentes formes de positionnements sociaux et de discrimination. En remplaçant l'approche « additive » des catégories différenciatrices dans les relations de pouvoir (le genre, et la classe, et la « race »), l'intersectionnalité a établi de nouvelles perspectives, en mettant en évidence à la fois les conséquences structurelles et la dynamique procesuelle des interactions entre trois axes (ou plus) de pouvoir et de subordination.

Le concept de Crenshaw de l'intersection entre plusieurs systèmes d'oppression a trouvé un écho mondial lors de la conférence mondiale des Nations unies contre le racisme qui s'est tenue à Durban en 2001. Actuellement, ce n'est plus depuis longtemps un concept réservé aux seuls domaines dans lesquels il a vu le jour, les *gender studies* (études de genre), les *critical race studies* (études critiques de la race) et le droit. Désormais, il est utilisé dans les domaines de la sociologie et du travail social, celui des études de santé, de l'éducation, de la géographie sociale, de l'anthropologie, de la psychologie, des sciences politiques, des études littéraires et même de l'architecture. Au sein des études de genre, l'*intersectionnalité* est devenue un mot clé des cursus de premier et de deuxième cycle. Et les conférences, numéros spéciaux de revues spécialisées et livres consacrés à l'intersectionnalité sont légion. Il existe désormais un domaine des « études sur l'intersectionnalité ».

Au cours de son transfert des États-Unis vers l'Europe, la notion d'intersectionnalité a été reprise dans de nombreuses régions du monde. Au fil de ces « voyages », le concept a été modifié et adapté à la situation locale et aux

>>

contextes historiques. En Europe, par exemple, « l'ethnicité » et la religion sont devenues des catégories importantes pour analyser la discrimination au sein des populations de migrants ; tandis qu'en Inde, c'est la « caste » qui a été intégrée comme une catégorie essentielle à la compréhension des inégalités sociales. Plus récemment, des différences générationnelles sont apparues dans la manière dont l'intersectionnalité est – ou devrait être – conceptualisée. Des mouvements récents comme Black Lives Matter ont influencé les débats sur la « race » et les luttes contre le racisme, favorisant des travaux innovants dans le domaine de l'intersectionnalité.

Pour comprendre ces évolutions, il est nécessaire d'examiner l'histoire de l'intersectionnalité à travers le prisme du présent. Qu'est-ce qui amène les chercheurs critiques et les activistes à revenir sans cesse à l'intersectionnalité ? Qu'est-ce qui, dans le concept d'intersectionnalité, lui permet de sans cesse se réinventer ? Et enfin, comment l'intersectionnalité est-elle développée, retravaillée et déployée à des fins différentes et dans des domaines différents ?

Ces questions sont au cœur du *Routledge Handbook of Intersectionality Studies* que nous sommes en train de diriger et qui paraîtra en 2023. Ce manuel, auquel ont contribué des auteurs internationaux et interdisciplinaires, couvre un large éventail de sujets dans le domaine des études sur l'intersectionnalité. Pour ce numéro de *Dialogue Global*, nous avons demandé à plusieurs de ces auteurs de fournir une version abrégée de leur contribution, afin de donner un aperçu de certaines des façons dont l'intersectionnalité a été utilisée pour comprendre les inégalités sociales, culturelles et géopolitiques. Dans le premier article, Ann Phoenix examine comment les his-

toires passées de l'esclavage et du colonialisme hantent le présent, et montre pourquoi elles doivent faire partie de notre réflexion sur l'intersectionnalité au niveau mondial. Barbara Giovanna Bello poursuit ces réflexions en portant un regard intersectionnel sur deux des mouvements sociaux les plus importants d'aujourd'hui – Black Lives Matter et #MeToo –, deux mouvements qui ont débuté aux États-Unis mais qui sont depuis devenus mondiaux. Ethel Tungohan explique en quoi l'intersectionnalité est essentielle pour comprendre le mouvement récent des migrants qui travaillent dans le secteur du *care* au Canada, dans la mesure où il s'agissait clairement pour différents mouvements sociaux d'unir leurs forces pour mieux s'attaquer à l'oppression. Partant des débats qui ont émergé dans le domaine des études intersectionnelles, Amund Rake Hoffart analyse sous un angle critique la recherche d'une métaphore intersectionnelle « pure », susceptible de résoudre tous les problèmes liés au concept, et au lieu de cela, il plaide pour un « besoin de désordre » dans la recherche sur les inégalités intersectionnelles et les configurations de pouvoir. Enfin, répondant à l'appel international en faveur d'une méthodologie pour la recherche intersectionnelle, nous (Kathy Davis et Helma Lutz) montrons comment la manière de procéder (moins simple qu'il n'y paraît) qui consiste à « poser l'autre question » peut nous aider à analyser les stratégies que les individus emploient au quotidien pour résister au pouvoir ou s'en accommoder.

Mis en dialogue, ces articles illustrent en quoi l'intersectionnalité a influencé la façon dont les chercheurs et les activistes peuvent réfléchir aux inégalités, au pouvoir et à la transformation sociale, au niveau local aussi bien que mondial. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Helma Lutz <lutz@soz.uni-frankfurt.de>
Kathy Davis <k.e.davis@vu.nl>

> Les passés intersectionnels hantent les futurs intersectionnels

Ann Phoenix, University College London (Royaume-Uni)



Une manifestante à Washington DC tient une pancarte à l'effigie de George Floyd. Crédit : Obi - @pixel6propix/Unsplash, Creative Commons.

18

Peu de gens contestent aujourd'hui l'idée que l'intersectionnalité est essentielle pour comprendre les relations sociales, les pratiques sociales quotidiennes et le fonctionnement de la société. L'intérêt pour la manière dont chacun est simultanément placé dans de multiples catégories sociales telles que le genre, la sexualité, la classe sociale et la racialisation fournit une heuristique pour analyser les inégalités, les relations de pouvoir et la complexité du po-

sitionnement social. L'approche intersectionnelle montre comment toute catégorie sociale est décentrée par ses intersections avec d'autres catégories sociales et par leur évolution, leur relationnalité et leur localisation historique.

Les sociologues cherchent de plus en plus à comprendre d'un point de vue historique comment l'esclavage et le colonialisme ont formé l'histoire globale du temps présent. Pourtant, si la théorie selon laquelle l'intersectionnalité est

>>



Crédit : Thomas Willmott/[Unsplash](#),
Creative Commons.



Le hantement intersectionnel peut favoriser de nouvelles perspectives non seulement sur le passé mais aussi pour l'action future. Crédit : Hakase/[iStock](#).

historiquement située permet de comprendre les processus potentiellement contradictoires qui sous-tendent les divisions sociales, les inclusions et les exclusions, on en sait beaucoup moins sur la manière dont les histoires passées font partie de l'intersectionnalité. Dans cet article, je montre que la façon dont les histoires passées hantent le présent est important pour les théories de l'intersectionnalité.

> Hantements historiques

La manière dont les « hantements » historiques influencent les relations sociales contemporaines et surgissent au plan psychosocial de façon inattendue est devenue évidente en 2020, lors des protestations mondiales contre le racisme et les histoires d'oppression raciste qui ont suivi l'enregistrement vidéo du meurtre de George Floyd par un policier aux États-Unis. Cela a revitalisé et élargi le soutien au mouvement Black Lives Matter. Le fait que le passé raciste du colonialisme et de l'esclavage hante de nombreuses sociétés a été démontré par les réactions au meurtre de George Floyd (l'un des nombreux meurtres d'une personne noire par des policiers blancs), qui ont attiré l'attention sur des siècles d'oppression raciste et ont spontanément visé les symboles de ce passé d'oppression, notamment les statues d'esclavagistes et de colonialistes. Des histoires qui semblaient enfouies depuis longtemps, inconscientes ou impensées, sont venues hanter le paysage social contemporain. Ces histoires qui ont refait surface ont donné lieu à des campagnes visant à entraîner des changements sociostructurels en même temps qu'à un déferlement de témoignages personnels.

La notion de hantement historique n'est évidemment pas nouvelle. Elle a été explorée depuis longtemps dans des romans et des travaux universitaires traitant, par exemple, de la manière dont les traumatismes de l'Holocauste et de

l'esclavage font partie de la communication transgénérationnelle et perturbent la vie des descendants de ceux qui les ont subis, généralement sans que ces traumatismes soient identifiés en tant que tels. Les réactions au meurtre de George Floyd éclairent la manière dont les histoires collectives sont en même temps des histoires individuelles, et dont des éléments du passé reviennent ou persistent dans le présent. Plus encore, les histoires collectives ont une influence fondamentale sur la manière dont nous imaginons l'avenir et les futurs possibles en voie de création.

D'un point de vue intersectionnel, la théorisation de l'hantologie approfondit les possibilités d'analyse des catégories sociales. Elle le fait en réfléchissant sur la façon dont les histoires personnelles et nationales sont liées et sédimentées dans toutes les catégories sociales, produisant des divisions et des points communs entre les gens. La compréhension temporelle, par exemple, de ce que signifie être une femme noire de la classe ouvrière dans les pays du *Minority World* [le « monde minoritaire », c'est-à-dire le monde habituellement qualifié de « développé », où vit une minorité de la population mondiale], nécessite de rapprocher des histoires transgénérationnelles et nationales qui évitent les catégories sociales implicitement essentialistes. De même, cela encourage à se concentrer sur la façon dont ces mêmes histoires font aussi inextricablement partie de la vie des hommes blancs de classe moyenne dans ces mêmes pays.

Une approche intersectionnelle de l'hantologie peut aider les chercheurs à poser des questions plus éclairantes sur les problèmes sociaux. Lors de la pandémie de Covid-19, par exemple, il est vite apparu de manière très claire que le sexe, la nation, la situation migratoire, le statut socio-économique, les handicaps, l'âge, le logement et la profession se conjuguent pour produire des taux inégaux

>>



Le Sankofa, oiseau du Ghana. Son nom signifie en Twi (dialecte akan) « revenir au passé et en rapporter ce qui est utile ». Le peuple Akan le représente soit sous la forme d'un cœur, soit sous la forme d'un oiseau mythique, les pieds fermement plantés vers l'avant et le bec tourné vers l'arrière, avec son précieux œuf porteur de vie sortant de sa bouche. Crédit : tatadonets/iStock.

de morbidité et de mortalité. Il était toutefois frappant de constater que de nombreuses explications étaient recherchées en termes, par exemple, de conditions de vie, de manière à individualiser ces différences et à mettre en évidence les différences culturelles. S'il est essentiel d'établir quels facteurs sont associés aux taux de mortalité, il est tout aussi important de reconnaître que les associations trouvées dépendent de ce qui est étudié, ce qui dépend à son tour des conceptions préexistantes. Poser des questions sur les histoires qui ont été à l'origine de positions et de pratiques particulières, et sur le contexte socio-émotionnel dans lequel ces histoires sont exprimées, est plus susceptible d'aboutir à une analyse propice à des revendications de justice sociale et à des actions significatives. Ces questions sont également plus susceptibles de donner de l'importance à la façon dont les intersections de positions sociales particulières exacerbent les inégalités qui existent déjà dans les sociétés du « monde minoritaire ».

> Des avenir intersectionnels hantés

Le hantement intersectionnel du présent a un caractère temporel, non seulement parce qu'il montre comment le passé fait partie du présent, mais aussi parce qu'il incite à l'action future. Cela est vrai, que le passé fasse irruption dans le présent – comme avec la résurgence de Black Lives Matter –, ou qu'il reste une présence mélancolique et anonyme. Dans les deux cas, le hantement perturbe le positionnement du sujet, ce qui requiert la production de nouvelles histoires et donc de nouvelles visions de l'avenir. Les événements qui prennent une importance historique influent donc sur les pratiques quotidiennes et imprègnent les relations sociales, contraignant ou encourageant des futurs possibles. Les éruptions produites lorsque les hantements émergent dans la conscience poussent à l'action future et à

la revendication de futurs plus désirables. L'intersectionnalité permet d'expliquer comment des personnes appartenant à une certaine catégorie sociale peuvent avoir des réactions, des espoirs et des points de vue différents lorsque les histoires qui les hantent remontent à la conscience.

Ces dernières années, de nouveaux récits genrés/raialisés sont apparus dans divers pays à travers le monde, en réaction au meurtre de femmes différentes ou de personnes noires. C'est ce qui a contribué par exemple au succès de #SayHerName aux États-Unis, et par là à reconnaître que si certains meurtres d'hommes noirs par la police deviennent tristement célèbres, les meurtres de femmes noires et d'enfants noirs par la police ne reçoivent souvent aucune publicité. Il n'est donc pas possible de comprendre le poids des passés sur les personnes sans connaître la constellation de relations et d'effets qui ont été transmis de génération en génération et sédimentés dans les pratiques quotidiennes, reproduisant simultanément, par exemple, le racisme et le sexisme. La compréhension des catégories évoquées dans une situation sociale donnée, ainsi que l'importance de la place sociale, des attachements émotionnels, des positionnements et des relations de pouvoir, ne vont pas nécessairement de soi. Cela signifie que l'on ne peut pas partir du principe que les catégories sociales ne sont dignes d'intérêt que lorsqu'elles sont au centre de l'attention ou qu'elles sont à l'œuvre de manière visible. Cela signifie également que les histoires légitimées par les États-nations ne suffisent pas pour comprendre les hantements intersectionnels, car beaucoup d'éléments sont occultés dans et autour de ces histoires. Des histoires restées silencieuses sont présentes dans toutes les sociétés, hantant le présent au travers de relations sociales intersectionnelles quotidiennes d'exclusion et d'inclusion. ■

Toute correspondance est à adresser à Ann Phoenix <a.phoenix@ucl.ac.uk>

> Perspectives intersectionnelles sur les mouvements sociaux

Barbara Giovanna Bello, Université de Milan (Italie) et membre du conseil d'administration du comité de recherche de l'ISA « Sociologie du droit » (RC12)



Crédit : Raphael Deindl.

Les mouvements #Black Lives Matter (BLM) et #MeToo sont devenus viraux à l'échelle mondiale depuis 2013 et 2017, respectivement. Grâce à l'effet amplificateur des réseaux sociaux, ils ont catalysé l'attention internationale sur la violence persistante et systémique à laquelle sont confrontées les femmes et les Noirs aux États-Unis et ailleurs.

> Les origines

BLM a été cofondé par Alicia Garza, Patrisse Cullors et Opal Tometi en 2013 en réaction à l'acquiescement du meurtrier de Trayvon Martin, et est considéré comme le premier mouvement de ce type sur Internet. Depuis, son leadership est resté noir, féminin et queer. Le mouvement #MeToo a une histoire différente : fondé par l'activiste noire Tarana Burke en 2006 dans le but de remédier aux traumatismes liés aux violences sexuelles à l'encontre des femmes, des jeunes, des personnes queer et trans ainsi que de celles issues des communautés noires en situation de handicap, le mouvement s'est accéléré sur Internet à partir de 2017 avec le scandale Harvey Weinstein,

lorsque la vedette Alyssa Milano – qui ignorait à l'époque l'existence du mouvement de base MeToo – a appelé les femmes du monde entier à partager leurs expériences d'abus sexuels en utilisant le hashtag #metoo.

> La perspective du «à la fois... et...»

On peut se demander pourquoi deux mouvements lancés par des femmes noires, dans une perspective qui se voulait dès le départ intersectionnelle, rencontrent des difficultés dès lors qu'ils essaient de faire fonctionner efficacement la perspective du « à la fois... et... ». On voit en effet, d'un côté, des activistes masculins noirs se présenter de plus en plus en défenseurs de leur communauté et comme la principale cible des violences racistes commises par des forces de l'ordre ; de l'autre, les revendications qui semblent dominer la scène sont celles portées par des femmes blanches qui réclament de pouvoir rivaliser sur le marché du travail sans craindre des abus sexuels ; mais les voix et les expériences des femmes noires sont de plus en plus absentes. Dans ce qui suit, je résume certaines explications possibles à leur invisibilité et réfléchis à la manière dont une approche intersectionnelle pourrait – espérons-le – contribuer à y remédier.

> Des approches inégales de la justice sociale

Tout d'abord, au niveau structurel, le statut différent dont jouissent le « genre » et la « race » en tant que catégories autonomes mérite d'être analysé de plus près, car il a une incidence sur leur interaction mutuelle et sur celle avec d'autres catégories dans les rapports hiérarchiques de pouvoir. En fait, le mouvement BLM incite essentiellement les Noirs à s'attaquer à la suprématie blanche et à la reproduction de la violence fondée sur la race. Les contre-propositions conservatrices, telles que celles portées par les collectifs « All Lives Matter » et « Blue Lives Matter », minimisent particulièrement la demande de dignité des femmes noires et des personnes noires les plus défavorisées. De son côté, le mouvement #MeToo s'adresse théoriquement à toutes les femmes (soit plus de la moitié de la population mondiale) en cherchant à démanteler le patriarcat, mais cette revendication s'articule plus particulièrement autour de l'accès à « l'espace »

du pouvoir sans la menace de violences sexuelles, c'est-à-dire à un espace auquel les femmes noires ont d'autant plus difficilement accès. En somme, les deux mouvements soulèvent des questions de justice sociale, mais ils le font différemment.

> L'autoperpétuation des privilèges

Deuxièmement, les grands médias américains et internationaux ont contribué à renforcer l'invisibilité des femmes noires. Les nouvelles et les images de meurtres brutaux d'hommes noirs et de leurs derniers mots – *I can't breathe*, « Je ne peux pas respirer » – résonnent encore fortement à nos oreilles et dans nos esprits, tandis que celles de femmes noires assassinées sont absentes. De même, les abus sexuels dénoncés par des femmes blanches – célèbres ou non – ont éclipsé ceux rapportés par d'autres femmes. En l'occurrence, la « classe » sociale a de l'importance dans les deux mouvements. Le prisme classe-race-genre permet de révéler des systèmes de privilèges qui s'influencent mutuellement, qui sont cristallisés dans le système médiatique – où les Blancs, y compris les femmes, sont mieux placés pour attirer l'attention – et reproduits à travers les canaux d'information.

Ces deux premières observations constituent une explication possible au soutien plus large dont a bénéficié #MeToo et à l'importance moindre accordée aux expériences des femmes noires et issues des minorités, tout en permettant d'entrevoir des possibilités de renverser les rapports de pouvoir et d'inclure « toutes » les voix.

> Pourquoi nous avons besoin de l'intersectionnalité

Troisièmement, on peut faire observer que le meurtre de femmes noires et les violences sexuelles à leur rencontre continuent d'être perçus comme trop spécifiques pour représenter « à titre universel » les souffrances de toutes les femmes et de toutes les personnes noires. Une approche intersectionnelle a ainsi le potentiel de transformer un discours public qui reste basé sur l'hypothèse que la violence raciste et sexiste est ce qui arrive, respectivement, aux hommes noirs et aux femmes blanches.

Quatrièmement, l'intersectionnalité permet d'expliquer comment les constructions sociales alimentent la domination/subordination des corps, qui sont déshumanisés dans les cas de BLM, et exploités dans les cas de #MeToo. La représentation des femmes noires comme des « Saphire » agressives, ou dotées d'une force « surhumaine », ou comme des « Jézabel » hypersexualisées supposées être disponibles, peut servir à justifier l'abus de la force publique à leur rencontre ou les relations sexuelles non consenties, et à remettre en question leur crédibilité. C'est

également ce qui est ressorti du cas Weinstein : parmi les nombreuses dénonciations, il a particulièrement discrédité l'actrice noire kenyane-mexicaine Lupita Nyong'o. Parallèlement, la représentation des hommes noirs comme « violeurs » de femmes blanches a souvent conduit à des incriminations infondées et légitimé par le passé leur lynchage, ce qui explique peut-être la réticence de certains d'entre eux à soutenir le mot d'ordre de #MeToo, « Just believe women » (croyez les femmes), ce qui peut également influer sur leur degré de solidarité avec les femmes noires.

> Pour aller plus loin

Enfin, en tant que ressource heuristique, l'intersectionnalité se concentre sur les implications de l'interaction entre les structures de pouvoir. Mais, comme le souligne [Keisha Lindsay](#), les décisions politiques déterminent qui soutenir et comment le faire. Au sein des deux mouvements, de nombreux partisans restent engagés dans un combat autour d'un axe unique, tandis que leurs fondateurs et d'autres activistes cherchent frénétiquement à rendre visibles les personnes encore invisibles : leurs initiatives méritent une plus grande attention de la part des médias et sur internet à travers le monde. Ainsi, le projet #SayHerName a été lancé en décembre 2014 par l'African American Policy Forum (AAPF) et le Center for Intersectionality and Social Policy Studies (CISPS) pour lutter contre les violences policières à l'encontre des femmes noires (y compris les femmes trans et celles ayant un genre non conforme) ; les mouvements initiaux #MeToo et #UsToo cherchent à lutter contre les abus sexuels à l'encontre des femmes de couleur, des travailleurs non qualifiés et des personnes LGBTQI+.

Pour aller de l'avant, il me semble que les propriétés d'Internet pourraient être mieux utilisées afin de mettre en avant la « question de l'intersectionnalité » à l'échelle mondiale. En effet, si la transnationalité et l'amplification de la communication sur Internet ont permis de mettre l'accent sur les femmes blanches et les hommes noirs, elles ont également rendu flagrant le fait que « quelqu'un » manquait dans ces récits, et ont ouvert la voie pour déterminer sans tarder « qui » n'était pas là et « pourquoi », offrant ainsi un espace pour discuter des lacunes actuelles. Dans cet espace « virtuel », BLM et #MeToo pourraient exploiter au maximum leurs programmes « intersectionnels », hors ligne et en ligne, en créant des coalitions. Rappelons ici les propos de l'avocate et militante américaine [Mari Matsuda](#) : « nous ne pouvons pas, à ce stade de l'histoire, nous engager de manière fructueuse [...] sans nous engager dans une coalition, sans sortir de lieux séparés afin de nous rencontrer en transcendant toutes les positions de privilège et de subordination que nous avons les uns par rapport aux autres ». ■

Toute correspondance est à adresser à Barbara Giovanna Bello
<barbara.bello@unimi.it>

> Solidarités intersectionnelles et travailleurs migrants du “care”

Ethel Tungohan, Université York (Canada)

En avril 2018, l'ancien ministre de l'immigration du Parti libéral, Ahmed Hussen, annonçait que le [Programme canadien des aides familiaux résidents](#) n'accepterait plus les demandes de résidence permanente à partir de 2020. Cette annonce a consterné les organisations appartenant au mouvement des travailleurs migrants du secteur du *care* au Canada. Le mouvement des migrants de Toronto, qui se compose de différents acteurs issus de diverses positions sociales et de diverses organisations aux objectifs normatifs et aux programmes très différents, est passé à l'action.

> Comment obtenir la résidence permanente pour tous les travailleurs migrants du care

Des réunions ont été organisées à la hâte au Workers Action Centre de Toronto, auxquelles ont participé diverses organisations de migrants. Après avoir convenu que les aides familiaux devaient continuer à pouvoir obtenir la résidence permanente au Canada, le mouvement s'est scindé, des divisions apparaissant sur les *moyens* à mettre en œuvre pour répondre à la demande de résidence permanente pour tous les travailleurs migrants du *care*. La question des priorités est également apparue, et les questions suivantes se sont posées :

Qui parle au nom de qui ? Quel est le véritable enjeu de cette campagne ? Nos énergies collectives devraient-elles être orientées vers une réforme de la loi, ou nous faudrait-il également tenir compte des inégalités structurelles qui obligent les migrants qui travaillent dans le secteur du care à laisser leur famille au pays pour venir travailler au Canada ?

> Propositions retirées

Ces questions sont restées sans réponse et demeurent assurément un objet de tension. Néanmoins, les associations d'aides familiaux ont réussi à exprimer leur opposition aux changements proposés, en veillant à ce que leurs points de vue soient pris en compte dans les discussions en cours. Par le biais de communiqués de presse et de

manifestations, elles ont fait comprendre que le travail de *care* est un élément important dans la société canadienne et que les travailleurs migrants du secteur du *care*, dont la plupart sont des femmes racisées issues des classes populaires et originaires des pays du Sud, forment une partie indispensable de la main-d'œuvre. Face à leur activisme, le gouvernement libéral a retiré sa proposition et créé de nouvelles voies d'accès à la citoyenneté canadienne pour les travailleurs migrants du secteur du *care*. Bien que les voies ainsi créées soient bien en deçà du droit automatique qu'avaient auparavant les aides familiaux de demander la citoyenneté canadienne dans le cadre de l'ancien Programme des aides familiaux résidents, les voies d'accès à la résidence permanente ont néanmoins été conservées et les coalitions d'aides familiaux ont été soulagées d'avoir écarté la menace d'une suppression totale des droits à la citoyenneté.

> L'optique intersectionnelle

En réfléchissant à ces discussions quatre ans plus tard, en 2022, il me semble qu'aborder dans une optique intersectionnelle les mouvements de travailleurs migrants du *care* en particulier, et les mouvements sociaux en général, met en évidence les dilemmes souvent complexes auxquels sont confrontés les acteurs de ces mouvements.

Tout d'abord, l'intersectionnalité nous permet de véritablement évaluer les défis auxquels le mouvement des travailleurs migrants du *care* est confronté dès lors qu'il cherche à se présenter comme une plateforme *unifiée*, compte tenu des positions sociales multiples et imbriquées qu'occupent ses membres. Des tensions persistent lorsqu'il s'agit d'identifier les activistes à même de devenir véritablement les porte-parole du mouvement, sachant que les membres confrontés aux plus grands désavantages intersectionnels sont ceux qui sont les moins susceptibles de pouvoir s'exprimer. Ce sont pourtant leurs besoins qui sont sans doute les plus urgents. Par conséquent, cette approche intersectionnelle révèle les difficultés à créer un mouvement capable d'appréhender les besoins de

“L’analyse de ces mouvements à l’aide de l’intersectionnalité nous permet de mieux saisir la fluidité des approches adoptées par les mouvements de migrants travailleurs du care”

ses membres, en particulier les besoins de ceux qui rencontrent le plus de difficultés.

Deuxièmement, une optique intersectionnelle est également révélatrice sur la façon dont les mouvements de travailleurs migrants du *care* gagnent à adopter une approche intersectionnelle. Les organisations de travailleurs migrants du *care* qui se définissent comme intersectionnelles cherchent à former des coalitions avec différents mouvements ayant un socle de membres différent. Elles forment souvent des alliances avec le mouvement syndical et le mouvement féministe. Œuvrant dans l’intérêt des travailleurs migrants du *care* au Canada qui voient leur demande de citoyenneté rejetée parce qu’eux-mêmes ou des membres de leur famille ont des handicaps, ces organisations ont également cherché à établir des coalitions avec les mouvements de justice pour les personnes handicapées. La possibilité de travailler avec ces mouvements divers permet aux problématiques des travailleurs migrants du *care* d’obtenir un soutien plus large. Comme Fernando Tormos-Aponte et moi-même l’écrivons dans un article à paraître, la capacité de créer une *solidarité intersectionnelle* permet à différentes communautés de considérer leurs destins comme étant liés. Les organisations progressistes qui font partie du mouvement des travailleurs migrants du *care*, ainsi que d’autres mouvements sociaux, constatent qu’ils peuvent, collectivement, contribuer à lutter contre l’oppression, en unissant leurs forces dans des campagnes clés et en influençant le débat public.

> Abolition ou réforme

C’est, bien sûr, sur la question des programmes normatifs que les différents acteurs d’un mouvement entrent en conflit. Ici encore, une perspective intersectionnelle s’avère éclairante. Certaines organisations de travailleurs migrants du *care* croient, en accord avec la vision intersectionnelle du Combahee River Collective, que les mouvements devraient en fin de compte tendre vers l’abolition des structures de pouvoir imbriquées du capitalisme, de l’impérialisme et du patriarcat. Pourtant, d’autres organisations considèrent que leurs efforts sont mieux investis s’ils sont orientés vers la recherche de changements politiques. Dans mon livre à paraître, *Care Activism: Migrant*

Domestic Workers, Movement-Building and Communities of Care, je catégorise ces divisions comme étant basées soit sur l’abolition soit sur la réforme : pour certaines organisations, le succès d’un mouvement consiste à soutenir une vision abolitionniste alors que d’autres estiment qu’il repose sur des changements de politique.

> Les répercussions du Covid-19

La pandémie de Covid-19 a bouleversé nombre de ces divisions idéologiques, rendant l’analyse intersectionnelle d’autant plus pertinente. Bien que je continue de penser que les visions normatives des différentes organisations reposent au bout du compte sur l’idéologie, l’analyse de ces mouvements à l’aide de l’intersectionnalité nous permet de mieux saisir la fluidité des approches adoptées par les mouvements de travailleurs migrants du *care*. L’intersectionnalité, en mettant l’accent sur une analyse multidimensionnelle du pouvoir qui identifie les changements dans les processus, les systèmes et les structures qui réduisent et affectent les expériences vécues par les individus, montre en quoi le Covid-19 a été un cataclysme pour les travailleurs migrants du *care* : les changements qui ont suivi dans les politiques publiques et les conditions de travail ont été désastreux.

La pandémie a marqué un tournant pour le mouvement des travailleurs migrants du *care* au Canada, en révélant l’urgence de l’activisme au sein du mouvement. Bon nombre des mêmes organisations qui avaient adopté des positions divergentes en 2018 ont convergé pendant la pandémie pour réclamer l’amélioration des politiques de soutien aux travailleurs migrants du *care* mais aussi avec l’objectif d’introduire des changements structurels plus durables qui conduiraient à ce que le *care* prenne une place centrale en tant que valeur sociétale fondamentale. La pandémie a également poussé les acteurs du mouvement des travailleurs migrants du *care* à reconsidérer l’importance de former des alliances avec les mouvements autochtones, avec Black Lives Matter et avec d’autres mouvements sociaux progressistes. Le fait de considérer leur destin comme irrévocablement uni à celui d’autres communautés minorisées a conduit à mieux saisir la nécessité d’une solidarité intersectionnelle. ■

Toute correspondance est à adresser à Ethel Tungohan <tungohan@yorku.ca>

> En quête de la bonne métaphore intersectionnelle

Amund Rake Hoffart, Université d'Oslo (Norvège)



Les intersections sont souvent représentées par des routes et des carrefours. Crédit : Jeremy Bishop/Unsplash.

prenants. C'est en reconnaissant la multiplicité des métaphores dans notre langage quotidien et académique que l'on comprend pourquoi elles sont quelque chose qui « fait partie de notre vie », comme le signalaient George Lakoff et Mark Johnson dans leur ouvrage classique de 1980 sur la métaphore. Loin d'être un phénomène périphérique du langage, quelque chose d'extraordinaire qui appartiendrait aux seuls domaines de la poésie et de la rhétorique, les métaphores influencent profondément notre pensée et nos actions quotidiennes.

> Le carrefour de Crenshaw

Dans son étude de 1989 intitulée « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics », Kimberlé Crenshaw élaborait le concept d'intersectionnalité à partir de la métaphore d'un carrefour. En décrivant l'expérience de la discrimination chez les femmes noires comme celle de se faire renverser par des véhicules venant de plusieurs directions, Crenshaw a fourni une image particulièrement évocatrice pour étayer son analyse d'affaires judiciaires aux États-Unis, où il apparaissait que les femmes noires passaient entre les mailles du filet des doctrines anti-discrimination américaines. Bien que le carrefour ait depuis été repris comme image centrale de l'intersectionnalité, il a également reçu sa part de critiques. La plupart de ces critiques portent sur la dimension additive de l'image du carrefour, qui présente les catégories sociales – comme le genre, la race, la classe et la sexualité – comme étant distinctes et indépendantes, ce qui permet de les ajouter les unes aux autres. Il semble difficile de nier que l'image du carrefour est additive dans le sens où elle sépare des routes indépendantes qui mènent au carrefour et en sortent. Au cours des trois décennies qui se sont écoulées depuis la publication de l'étude de Crenshaw, une multitude d'autres métaphores, plus ou moins originales, ont été proposées. L'idée a voyagé un peu partout en recevant conti-

Le langage, que ce soit le langage quotidien ou académique, fourmille de métaphores. Si vous commencez à chercher des métaphores dans un texte, elles ont toutes les chances de surgir comme des champignons. Les métaphores font appel à des tropes : des expressions qui détournent le sens habituel des mots pour qu'ils décrivent autre chose. Des métaphores telles que *a broken heart* (« un cœur brisé »), *a bad apple* (une brebis galeuse, littéralement « une mauvaise pomme »), *one's moral compass* (l'autorité morale de quelqu'un, littéralement sa « boussole morale »), *late bloomers* (personnes dont les aptitudes se manifestent tardivement, littéralement « qui fleurissent tard ») ou *a double-edged sword* (« une arme à double tranchant ») font référence à des éléments connus du quotidien qui sont transposés dans des contextes nouveaux, parfois sur-

>>

nuellement de nouvelles interprétations et élaborations par le biais de métaphores et d'analogies.

> Des métaphores de substitution à l'intersection

Il est intéressant de noter que certaines métaphores de substitution à l'intersectionnalité sont plus abstraites que celle du carrefour, par exemple celles des axes, des interférences, des configurations, des assemblages, des fractales, des interstices, des vecteurs, des topographies et des espaces désordonnés d'émergence. Pour ceux qui recherchent des métaphores dans des domaines plus tangibles, la sphère culinaire est évidemment une source d'inspiration, l'intersectionnalité ayant été comparée au sucre, aux biscuits, à un millefeuille, aux marbrures d'un gâteau marbré, à une pâte à crêpes ou à un ragoût. Il y a un aspect du monde de la cuisine et de l'alimentation qui a particulièrement attiré les chercheurs en quête de meilleures métaphores de l'intersectionnalité : la façon dont les ingrédients se mélangent, se mêlent et se fondent les uns dans les autres, les parties devenant des ensembles, les ensembles devenant des parties, et les différents ingrédients se mélangeant, se propageant et étant avalés ensemble. Un exemple parmi les nombreuses métaphores alimentaires est le ragoût de Shannon Sullivan, présenté dans son livre de 2001 *Living Across and Through Skins*. Contrairement à la fondue, où les ingrédients fondent ensemble et se désagrègent, les légumes du ragoût de Shannon Sullivan conservent leur « identité » dans la marmite, mais sont en même temps transformés en interagissant avec d'autres légumes. Si l'on considère le ragoût comme une métaphore des relations sociales et des identités croisées, les légumes dans la marmite permettent de mieux comprendre la relation dynamique et l'influence réciproque entre les différentes parties de l'identité sociale d'une personne, telles que les catégories de la race, du genre, de la classe, de la sexualité, de l'âge, de la capacité ou de l'incapacité, etc.

> Le carrefour montagneux et désordonné

D'autres chercheurs ont continué à se servir de l'image du trafic des routes et des carrefours. Dans son étude de 2011 intitulée « Intersectionality, Metaphors, and the Multiplicity of Gender », Ann Garry ébauche l'ajout progressif de nouveaux éléments au carrefour, des éléments qui s'appuient sur la métaphore originale de Crenshaw tout en la rendant plus complexe. Pour la rendre plus fluide et

mieux à même de rendre compte d'un assemblage complet de systèmes oppressifs, Garry ajoute davantage de routes, davantage de voitures ainsi qu'un rond-point. Mais ces éléments ajoutés ne permettent toujours pas de remédier aux limites de l'horizontalité présente dans l'image du carrefour. Pour ce faire, il est nécessaire de s'aventurer au-delà de la structure plane du rond-point. Ce qu'il faut, c'est un élément de verticalité pour montrer comment les structures de privilège et d'oppression fonctionnent ensemble et sont liées entre elles. À ce stade, Garry fait appel à l'image des montagnes, avant de l'accompagner également de celle de liquides qui s'écoulent. Là encore, l'idée est de s'assurer que l'imagerie reste fluide, et non rigide et distincte. Cette nouvelle version de Garry aboutit à quelque chose comme ceci : des liquides coulent des montagnes jusqu'à un carrefour avec un rond-point en son centre, où de nombreuses rues et voitures se rencontrent. Si cette image peut apparaître désordonnée, Garry nous assure que ce genre de désordre est précisément ce dont nous avons besoin dans nos métaphores pour nous aider à comprendre la complexité de l'intersectionnalité.

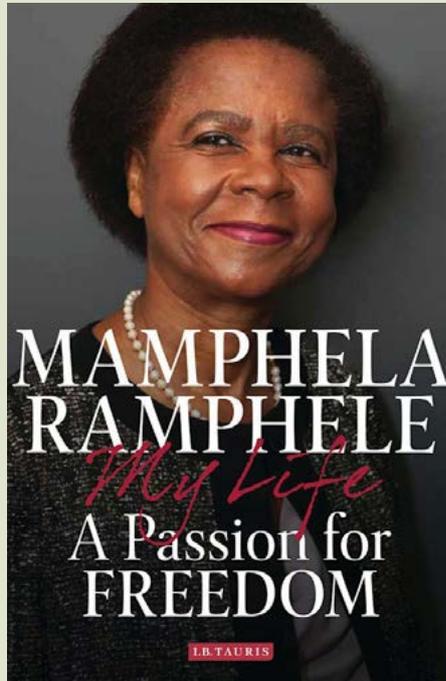
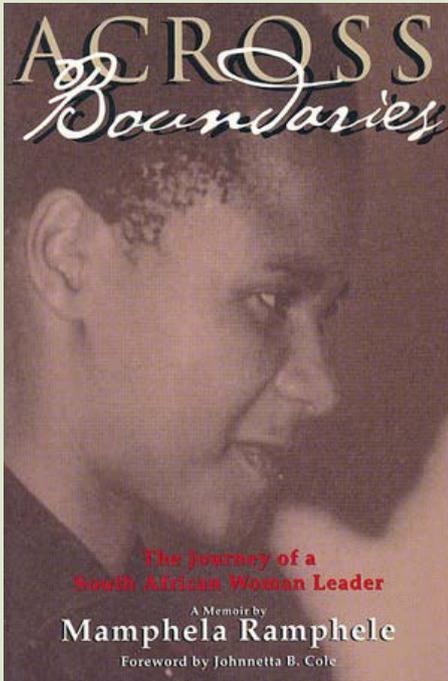
> Il n'y a pas de désordre pur

Qu'est-ce qui motive cette recherche d'autres métaphores pour exprimer l'intersectionnalité ? La quête de métaphores nouvelles et plus abouties semble partir de l'insatisfaction générale que suscite l'image centrale de l'intersectionnalité. La métaphore du carrefour ne répond tout simplement pas aux exigences : elle est trop dépendante de l'additivité de flux séparés pour être suffisante. En d'autres termes, la « bonne » métaphore de l'intersectionnalité doit également être une métaphore qui ne soit pas entachée d'additivité. À ce stade, je me souviens de l'insistance de Garry sur le besoin de désordre dans nos métaphores de l'intersectionnalité. Cependant, la quête de la bonne métaphore de l'intersectionnalité semble, paradoxalement, aspirer à une version *pure* de l'impureté, autrement dit, est une tentative de créer une métaphore exempte de pollution additive. Aspirer à de tels idéaux de pureté me semble être le contraire même du désordre, et quelque chose qui pourrait au bout du compte entraver notre imagination intellectuelle et métaphorique. Le fait de prendre au sérieux « le besoin de désordre » dans nos métaphores ne nous obligerait-il pas plutôt à reconnaître les dimensions additives de notre pensée et à les considérer comme une ressource potentielle plutôt que comme une gêne ? ■

Toute correspondance est à adresser à Amund Rake Hoffart
<a.r.hoffart@stk.uio.no>

> L'intersectionnalité comme méthode critique

Kathy Davis, Université libre d'Amsterdam (Pays-Bas), et **Helma Lutz**, Université de Francfort (Allemagne)



Crédit : The Feminist Press at The City University of New York.

Crédit : I.B. Tauris.

A lors que de nombreux chercheurs dans le domaine des études de genre sont convaincus que l'intersectionnalité constitue un élément essentiel d'une bonne théorie féministe, la manière dont celle-ci doit être adoptée dans le contexte de la recherche n'est pas toujours claire. Dans la pratique, l'intersectionnalité soulève de nombreuses questions, comme par exemple : Quelles catégories doivent être incluses dans une analyse intersectionnelle ? Les chercheurs devraient-ils toujours s'en tenir aux trois « grandes » catégories que sont le genre, la race et la classe, ou devraient-ils élargir leur champ d'investigation ? Certains chercheurs se demandent même s'il faut utiliser des catégories, celles-ci pouvant être trompeuses et ne pas rendre compte de la diversité des expériences et des identités.

> Comment appliquer l'intersectionnalité

La juriste américaine Mari Matsuda a mis au point une manière simple de procéder à une analyse intersectionnelle qui se résume à ce qu'elle appelle « poser l'autre question » : « *Quand je vois quelque chose qui a l'air raciste, je demande : "Où est le patriarcat dans tout ça ?". Quand je vois quelque chose qui a l'air sexiste, je demande : "Où est*

l'hétérosexisme dans tout ça ?". Quand je vois quelque chose qui a l'air homophobe, je demande : "Où sont les intérêts de classe dans tout ça ?" ». Cette manière de procéder s'avère être un moyen étonnamment simple, mais clairement utile, pour commencer à analyser comment le pouvoir intersectionnel fonctionne dans les récits de vie des individus et en quoi ces intersections peuvent être à la fois une aide et un frein.

> Comment réaliser que la liberté passe par l'intégration des luttes

À titre d'exemple, nous avons appliqué cette méthode au récit de vie de Mamphela Ramphele, célèbre médecin, écrivaine et militante anti-apartheid sud-africaine. Emprisonnée, et interdite de travailler pendant de nombreuses années, elle est pourtant devenue la première femme noire à diriger une université sud-africaine, directrice générale de la Banque mondiale et candidate de l'Alliance démocratique à la présidence lors des élections générales de 2014¹. Nous avons utilisé *trois manières* de « poser l'autre question » : a) pour nous situer en tant que chercheurs avant l'analyse ; b) pour découvrir les angles morts qui sont apparus au cours de l'analyse ; c) pour rendre plus complexe notre réflexion sur les relations de pouvoir.

>>

a) Suivant la célèbre thèse de Donna Haraway selon laquelle les chercheurs (féministes) doivent admettre que les connaissances qu'ils produisent sont toujours situées, biaisées et réflexives, nous avons reconnu qu'en tant que chercheuses blanches, féministes, européennes ou états-uniennes aux objectifs antiracistes, notre désir d'analyser le parcours de Ramphele n'était pas une entreprise innocente. Étant donné notre position critique concernant le peu de cas accordé à la question de la race et au racisme dans la recherche féministe, nous espérions que l'histoire de la vie de Ramphele nous permettrait de mener à bien notre projet, à savoir démontrer qu'il est impossible de parler de genre sans parler de race. Nous avons d'abord été surprises par sa réticence apparente à se situer en tant qu'Africaine noire dans le contexte de l'apartheid ou à parler de sa propre expérience du racisme. Elle a même semblé vouloir marquer une distance par rapport aux questions de la race et du racisme en rappelant sa position privilégiée ou le caractère extraordinaire ou différent de son parcours. Plus étonnant encore, tout au long de l'entretien, elle semblait plus volontiers se positionner en tant que femme. C'est son insistance sur la dimension de genre qui nous a stoppées dans notre élan et nous a fait comprendre qu'il nous fallait revoir notre copie.

b) En posant à nouveau « l'autre question », nous avons examiné de plus près certains des moments où Ramphele insistait sur le fait que l'inégalité des sexes et le sexisme constituaient les ressorts essentiels de son évolution personnelle. Contrairement à notre hypothèse selon laquelle le racisme serait le facteur le plus marquant de sa vie sous l'apartheid, Ramphele a continué à faire référence aux relations patriarcales entre les sexes pour donner un sens à son parcours personnel. Sa stratégie narrative lui a servi à établir sa position particulière, ce qu'elle pouvait plus facilement accomplir par le biais de son identité de genre dans une Afrique du Sud racialement divisée. Elle ne s'est pas positionnée comme une femme noire ou une Sud-Africaine, mais plutôt comme une fille et une sœur qui a dû se battre contre les hommes et les institutions dominées par les hommes qui l'empêchaient de faire ce qu'elle voulait. De cette manière, elle s'est imposée comme une personne différente, différente de sa famille, de ses amis, de ses collègues et de ses camarades.

c) En « posant l'autre question », nous avons pu comprendre la détermination de Ramphele à se présenter comme une femme indépendante d'esprit. Son désir profond de surmonter les contraintes normatives du rôle des femmes dans la société est à l'origine de son succès en tant qu'universitaire autodidacte, militante, experte et mère célibataire. Elle s'est concentrée sur les activités qu'elle a accomplies par ses propres moyens (et non, par

exemple, en tant que compagne du célèbre militant du *Black Power* Steve Biko) et a souligné à plusieurs reprises que ce n'était pas seulement la race, le régime d'apartheid ou le Mouvement de la Conscience noire qui importaient dans la manière dont elle concevait son identité. Elle a montré comment différents aspects et positionnements sociaux dans sa vie ont pris de l'importance à des moments spécifiques, en fonction du contexte dans lequel elle se trouvait. Prenez, par exemple, sa rébellion contre la priorité donnée par l'ANC à la lutte contre le racisme par rapport au féminisme :

« *La liberté ne peut pas être divisée. J'ai demandé : Comment vais-je me définir comme une personne libre si je deviens libre en tant que personne noire mais reste prisonnière en tant que femme ? Mon corps ne peut en aucun cas être divisé entre la femme qui est en moi et la personne noire qui est en moi. Et si vous voulez vous intéresser à ma liberté, il faut qu'elle soit globale.* »

Dans ce bel exemple de pensée intersectionnelle, elle associe le genre et la race, indiquant clairement que pour elle, la liberté passe par l'intégration des deux luttes.

> **Les stratégies quotidiennes pour résister au pouvoir ou s'en accommoder**

La méthode consistant à « poser l'autre question » nous permet de donner un sens intersectionnel à la biographie de Ramphele en nous donnant la possibilité d'interroger de manière critique nos propres hypothèses et notre positionnement social, de reconnaître comment nos angles morts entravent notre analyse de l'entretien et, finalement, de découvrir comment la personne interrogée a elle-même fourni une reconstruction complexe de sa vie, en abordant le genre, la race et autres différences sociales d'un point de vue intersectionnel pour créer un récit qui a du sens pour elle. Il n'y a pas que les chercheurs, les sociologues, les féministes et les spécialistes critiques de la race à avoir recours à l'intersectionnalité : les gens ordinaires l'utilisent aussi. L'analyse de l'intersectionnalité exige que nous soyons attentifs à la façon dont les gens se positionnent dans différents contextes et à différents moments de leur vie. Cela implique de reconnaître des vulnérabilités qui ne sont pas égales ou similaires dans toutes les situations et d'examiner comment les individus développent des stratégies – souvent avec beaucoup d'ingéniosité – pour amortir ou absorber ces vulnérabilités. Mais surtout, cela implique d'examiner les stratégies que les gens emploient au quotidien pour résister au pouvoir ou s'en accommoder : des stratégies qui sont inévitablement plus compliquées et contradictoires que nous le pensions. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Kathy Davis <k.e.davis@vu.nl>
Helma Lutz <lutz@soz.uni-frankfurt.de>

1. Cette analyse se fonde sur un entretien mené par une collègue, l'ancienne militante des droits civiques et spécialiste de l'histoire orale Mary Marshall Clark, ainsi que sur plusieurs autobiographies écrites par Ramphele elle-même.

> “Fridays for Future” dans la perspective des mouvements sociaux

Koichi Hasegawa, Université Shokei Gakuin (Japon) et membre du comité de recherche de l'ISA « Environnement et Société » (RC24)



*Journée mondiale d'action pour la justice climatique.
Le 6 novembre 2021, quelques 100.000 personnes ont rejoint la
Marche pour le Climat à Glasgow à l'occasion de la COP26.
Crédit : Hanae Takahashi (Amis de la Terre Japon).*

Fridays for Future (« les Vendredis pour l'Avenir »), un réseau de jeunes mobilisés sur les questions du dérèglement climatique, est toujours actif, malgré la pandémie de Covid-19 pendant laquelle les rassemblements de grande envergure ont été difficiles à organiser. Au Royaume-Uni, pendant la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP26) de novembre 2021, environ 100.000 personnes ont défilé à Glasgow pour demander des mesures plus radicales pour lutter contre la crise climatique. À la mi-septembre 2019, cette campagne avait réussi à mobiliser plus de 7,6 millions de jeunes dans le monde, ce qui constitue un record de participation. Il s'agit vraisemblablement de l'action collective la plus réussie au niveau

mondial, et on peut se demander pourquoi ces campagnes ont connu un tel succès. Cependant, au Japon, la participation à ces actions a été faible et tardive en comparaison avec sa rapide progression ailleurs dans le monde. Pourquoi ces campagnes ont-elles été si limitées au Japon, si on prend en compte le nombre de participants mobilisés et de villes où des manifestations ont été organisées, et leur retentissement dans les médias et au sein du gouvernement, à la fois à l'échelle nationale et locale ? Dans cet article j'avance un certain nombre d'explications possibles en partant du point de vue des mouvements sociaux, et en m'intéressant plus particulièrement à l'approche culturelle, à la mobilisation des ressources et à la structure des opportunités politiques.

>>



Marche pour le climat à Londres, le 6 novembre 2021. Crédit : Amelia Collins (Amis de la Terre International).

> **Fridays for Future :** **l'action collective la plus réussie**

Fridays for Future a débuté le 20 août 2018, lorsqu'une jeune Suédoise de 15 ans, Greta Thunberg, a lancé seule une manifestation devant le Parlement suédois. C'était le jour de la rentrée scolaire et le milieu de la campagne pour les élections générales en Suède. Au départ, elle pensait poursuivre sa grève pendant trois semaines, jusqu'au vendredi 7 septembre, date de la fin de la campagne électorale. La « grève pour le climat » ou « grève scolaire » qu'elle a lancée en boycottant ses cours pour réclamer du gouvernement qu'il renforce les mesures de lutte contre le changement climatique a immédiatement gagné le monde entier grâce aux réseaux sociaux et à la couverture des médias. Face à l'ampleur inattendue de la réponse à son initiative, Greta a décidé de poursuivre la grève tous les vendredis après les élections, jusqu'à ce que le gouvernement suédois adopte des mesures plus énergiques pour tenir ses promesses dans le cadre de l'Accord de Paris de 2015. Sa conférence TED (Technology, Entertainment, and Design) en novembre 2018 et son discours à la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP24) en décembre de la même année ont été encensés, et la grève pour le climat s'est immédiatement répandue dans le monde entier sous la forme de campagnes « Fridays for Future ».

Sept mois après la première manifestation de Greta, le vendredi 15 mars 2019, plus de 1,4 million de personnes, principalement des jeunes, dans plus de 2000 villes de 125 pays du monde, avait rejoint la campagne. Treize mois après son lancement, le vendredi 20 septembre 2019, juste avant l'ouverture du Sommet de l'Action pour le Climat des Nations unies le 23 septembre, plus de 4 millions de personnes ont participé à des manifestations dans 163 pays. La mobilisation s'est poursuivie jusqu'au vendredi 27 septembre, avec un total de plus de 7,6 millions de parti-

cipants mobilisés dans 185 pays pendant huit jours. Dans la plupart des pays, de nombreux jeunes ont participé de leur propre initiative aux manifestations.

Ce fut la plus grande action collective organisée à ce jour dans le monde, sur n'importe quelle question ou dans n'importe quel domaine. Avant les actions de Greta, la plus grande manifestation pour le climat avait eu lieu à New York, juste avant la Session extraordinaire des Nations unies sur le changement climatique de septembre 2014, qui avait réuni environ 400.000 participants.

En 2020, en raison de la pandémie mondiale de Covid-19, les manifestations de rue étaient strictement limitées dans la plupart des pays. Mais le vendredi 25 septembre 2020, une journée mondiale d'action pour le climat a été organisée. Malgré la pandémie, des mobilisations ont eu lieu dans 3200 endroits dans le monde. En Allemagne, un total de 200.000 personnes ont participé à des manifestations sur 450 sites.

Les actions engagées au Japon ont été peu suivies et ont mis du temps à susciter l'adhésion, par rapport à la montée en puissance rapide observée dans le reste du monde. Les manifestations du 15 mars 2019 se sont limitées à un total de seulement 200 participants au Japon, dans deux villes seulement : Tokyo et Kyoto. En revanche, la manifestation du 20 septembre 2019, baptisée « Marche mondiale pour le Climat », a rassemblé plus de 5000 personnes dans 27 villes de 23 circonscriptions. À Tokyo, environ 3000 personnes ont participé. Pour faciliter la participation des gens au Japon, le terme moins brutal de « marche » a été utilisé à la place de « grève » ou de « mobilisation ».

Les caractéristiques de ce mouvement décrites ci-après méritent qu'on s'y arrête : (1) Il s'agit d'une action collective à laquelle participent principalement les jeunes

génération, notamment des lycéens et étudiants. (2) La plupart des participants étaient des novices qui n'avaient jamais participé auparavant à un mouvement social ou à une manifestation. (3) L'action de ces jeunes consistant à boycotter les cours et à participer à des manifestations de rue pour appeler à renforcer les mesures contre le changement climatique était essentiellement *désintéressée*. (4) Il ne s'agit pas d'un événement ponctuel, mais d'un événement qui se reproduit chaque vendredi, et des actions à l'échelle mondiale ont été organisées à plusieurs reprises, même pendant la pandémie de Covid-19. (5) Le mouvement s'est répandu dans le monde entier, y compris dans les pays en développement. (6) Les réseaux sociaux sont utilisés comme un outil d'appel à la participation. (7) Enfin, il s'agit d'une action à enjeu unique, axée sur le dérèglement climatique.

> Analyse à travers l'approche culturelle, la structure de la mobilisation et la structure des opportunités politiques

Mon cadre d'analyse des mouvements sociaux, le *modèle triangulaire de mouvement social*, est basé sur les travaux de [McAdam \(1996\)](#) et se compose de trois éléments : l'approche culturelle, la structure de la mobilisation et la structure des opportunités politiques ([Hasegawa 2018](#)). L'approche culturelle définit la situation commune partagée par tous les participants : *l'image du monde* et *l'image de soi* du mouvement, qui sert de justification au mouvement social et à ses activités, et motive les citoyens à participer. L'approche culturelle est un processus dynamique et stratégique qui sert de médiation à l'expression de l'insatisfaction et à l'orientation vers le changement. La structure de la mobilisation se concentre sur les ressources qui peuvent être mobilisées et dans quelles conditions. Toutes sortes de ressources, par exemple humaines, financières, matérielles et informationnelles, ainsi que des ressources symboliques comme la légitimité ou la justification, peuvent être mobilisées. Enfin, la structure des opportunités politiques fait référence à l'ensemble des conditions politiques institutionnelles et non institutionnelles qui définissent les processus sociaux d'émergence, de développement et de déclin des mouvements sociaux.

Il s'agit d'un cadre analytique qui intègre la perspective du comportement collectif, la théorie des nouveaux mouvements sociaux et la perspective de la mobilisation des ressources. Cela tient compte des trois sphères « mouvement social et culture », « mouvement social et organisation » et « mouvement social et action politique ».

Le nom de Fridays for Future et la figure symbolique de Greta Thunberg ont été extrêmement efficaces. Il a été jugé difficile pour les acteurs clés du mouvement qui s'est formé autour des questions climatiques de rester des symboles puissants pendant de nombreuses années, même s'il existe des symboles de longue date, tels que les ours

polaires. Les figures symboliques se limitent à l'ancien vice-président américain Al Gore, qui a reçu le prix Nobel de la paix en 2007. En termes de personnalisation de la question du changement climatique, il est extrêmement significatif que Greta Thunberg soit apparue sous le feu des projecteurs. En 2019, elle a été invitée au Forum économique mondial en janvier, au Parlement européen en février et au Sommet de l'Action pour le climat des Nations unies en septembre ; et, à chaque fois, sa voix a marqué les esprits. En décembre de la même année, elle a été nommée personnalité de l'année par le magazine *Time*.

Le nom de « Fridays for Future » – il se trouve que le jour choisi par Greta était un vendredi – constitue également un bon choix. Tout comme le mouvement #MeToo, ces mots et ces slogans sont à la portée des enfants des écoles primaires des pays anglophones. Le message est direct et positif. Il est littéralement orienté vers l'avenir. En tout juste 16 lettres, il contient un appel à agir tous les vendredis, qui est l'expression d'un sentiment de crise face à l'avenir. Il est également facile à utiliser comme abréviation (FFF) et à adapter dans les hashtags, comme par exemple #FFFSendai : comme dans le cas de « Fridays for Future Kyoto » ou « Fridays for Future Kobe », on peut aisément y accoler un nom de pays ou même de localité. Ces hashtags permettant de localiser aisément les appels à la mobilisation, il est facile pour les jeunes de s'organiser à partir de là dans leur propre région, ville ou quartier. Au Japon, un total de plus de 30 collectifs Fridays for Future ont manifesté de manière continue dans chaque région. Par rapport aux formulations à tonalité négative, celles qui véhiculent une interdiction ou une accusation de type « anti-xx » ou « ne faites pas xx », Fridays for Future est un slogan qui risque moins de susciter la résistance ou le rejet. Il peut par ailleurs éveiller la curiosité de savoir ce que sont ces « Vendredis pour l'Avenir ».

En ce qui concerne la structure de la mobilisation, il faut noter que les ONG environnementales bien implantées telles que Greenpeace, Friends of the Earth et le WWF (World Wide Fund for Nature) se sont retirées à l'arrière-plan. Il est vrai que les membres de certaines ONG environnementales établies et le personnel de leur secrétariat se joignent au mouvement pour apporter un soutien plus ou moins important ; mais fondamentalement, le mouvement ne repose pas sur une base organisationnelle. La meilleure preuve du succès de cette formule c'est que les jeunes s'attaquent à la crise climatique au nom de Fridays for Future.

Les jeunes utilisent les réseaux sociaux pour communiquer et obtenir des informations. Le compte Twitter de Greta compte 5,05 millions de followers (à la fin du mois de juin 2022), et sa page Facebook 3,55 millions de followers. La plupart de ses publications sur Facebook ont reçu plus de 10.000 likes, et certaines plus de 100.000. Son habilité pour sensibiliser, sa capacité à formuler les problèmes et

son attitude cohérente sont autant d'éléments dont il faut s'inspirer lorsqu'on envisage une mobilisation.

Le moment politique choisi en 2019 a contribué de manière déterminante au très large écho dont ont bénéficié les actions de Greta. 2019 était l'année précédant le début de la mise en œuvre de l'Accord de Paris en 2020, et il était donc facile pour les médias de couvrir ce sujet. Si la mobilisation avait eu lieu en 2012, la campagne n'aurait sans doute pas eu un tel écho.

En mai 2019, le journal britannique *The Guardian*, qui est le quotidien dans le monde le plus enclin à traiter du changement climatique, a déclaré que l'expression « changement climatique » ne traduisait pas pleinement la gravité de la réalité du moment. À partir de là, le journal a délibérément commencé à employer les termes de « crise climatique » ou d'« urgence climatique » pour décrire la situation actuelle.

Les actions du Greta montrent une continuité. Le vendredi 17 juin 2022, la grève scolaire a atteint sa 200^e semaine ; à raison de 52 semaines par an, elle dure depuis environ quatre ans.

> Pourquoi les campagnes ont été si limitées au Japon

Les campagnes Fridays for Future au Japon sont extrêmement limitées par rapport à celles observées dans d'autres pays. Comment expliquer le nombre réduit de participants mobilisés ?

Le nom « Fridays for Future » est employé en anglais par les collectifs de jeunes Japonais, sans être traduit. En anglais il s'agit d'un slogan direct, très difficile à rendre en japonais, et aucun slogan aussi direct n'a été trouvé dans cette langue. Par ailleurs, aucune figure symbolique comme Greta n'est apparue au Japon. De manière générale, les jeunes Japonais se montrent silencieux, cyniques ou indifférents, et beaucoup de participants aux manifestations de rue sont des étrangers et des étudiants des écoles internationales. Même à l'échelle des pays asiatiques, les réalisations politiques des mouvements sociaux japonais sont

médiocres ; par rapport à la Corée du Sud, à Taïwan, à Hong Kong, aux Philippines, etc., les mouvements sociaux japonais ont un niveau faible de financement, de ressources humaines, de bases organisationnelles et d'implication des experts. Ils manquent de pouvoir parce que l'approche culturelle, la mobilisation des ressources et les opportunités politiques pour les mouvements sociaux sont tous si faibles. À la longue, l'expansion de la mobilisation atteindra son point culminant, et il est possible que nous soyons confrontés à une diminution du sentiment d'efficacité politique et à un sentiment d'impuissance, avec l'idée que malgré nos actions répétées, nous risquons au bout du compte de ne pas voir le résultat de notre action. La question, dès lors, est de savoir comment maintenir l'énergie de pratiques qui reprennent la même chose à chaque fois, et comment maintenir cet exercice alors que la disposition des participants et la couverture médiatique s'estompent.

En ce qui concerne la structure de l'opportunité politique, les collectifs de jeunes n'ont pas encore réussi à trouver une voie politique efficace pour promouvoir une politique climatique plus offensive. Il n'y a pas de programme ou d'agenda politique spécifique à la suite des manifestations de rue. Comment donner une nouvelle orientation aux campagnes Fridays for Future ? Quelle devrait être la prochaine étape ? Et qui devraient être les alliés politiques du mouvement ? Tout cela reste encore très flou. L'effervescence provoquée par l'activisme n'a pas permis de remporter de victoire électorale à l'échelle du Japon. Les activistes peinent encore à influencer sur les décisions politiques en raison des limites de leurs organisations. Étant donné la réaction politique défavorable alimentée par l'ethnocentrisme et le populisme, ainsi que les pressions politiques exercées dans les médias, la société civile japonaise et l'activisme citoyen sur les questions climatiques se trouvent à un moment décisif, et leur orientation future reste incertaine. Il pourrait s'agir d'un problème commun non seulement aux campagnes Fridays for Future au Japon, mais aussi à celles menées ailleurs dans le monde. Mais dans le contexte de la culture politique japonaise, où l'engagement politique de la population a peu de chances d'augmenter, la question de savoir comment assurer la pérennité du mouvement et comment avancer est particulièrement difficile à résoudre. ■

Toute correspondance est à adresser à Koichi Hasegawa <k_hasegawa@shokei.ac.jp>

> Comment la guerre russo-ukrainienne affecte la sociologie

Nataliya Chernysh, Université nationale Ivan Franko de Lviv (Ukraine)

Dans mon discours au III^e congrès de l'Association de Sociologie d'Ukraine¹, j'ai identifié quatre étapes du développement de la pensée sociologique dans le contexte de la mondialisation. Sur le plan de la structure, chaque étape comporte sept facteurs, que je considère de première importance pour comprendre ses spécificités et déterminer les tendances générales de son développement : la nature de la sociologie à un moment particulier, ses traits distinctifs, ses concepts de base, ses thèmes centraux, ses fonctions principales, sa caractéristique dominante et les principales méthodes employées dans la recherche empirique.

> La sociologie de la mondialisation

Étape I : C'est celle de la sociologie avant la mondialisation, des débuts de la sociologie (lorsque sont apparus les premiers travaux sociologiques dans ce domaine) jusqu'en 1985. La sociologie était alors considérée comme la science de la société ; son idéal abstrait était la société de type occidental à l'intérieur de ses frontières territoriales et de celles de ses États-nations. En 2000, U. Beck l'a appelée sociologie « réceptacle » (*container sociology*). C'est la période de la formation du canon sociologique.

Étape II (1985-2002): C'est celle de la sociologie à l'ère du déploiement de puissants processus de mondialisation. La sociologie devient alors une science de l'humanité, qui se mondialise selon le modèle occidental, sous la forme d'une occidentalisation, et plus spécifiquement d'une américanisation (et encore plus spécifiquement, d'une McDonaldisation). C'est pourquoi P. Berger appelle les Américains les principaux mondialisateurs. À ce stade, la formation du canon sociologique se poursuit.

Étape III (2002-2016): C'est celle de la sociologie à l'ère des mondialisations multiples (émergence de l'orientalisation, de mondialisations alternatives, etc.). C'est-à-dire qu'une sociologie globale est en train de se former, qui devient une science de l'humanité mondialisée de diverses manières. Le local y acquiert le droit d'exister, et les représentants de différentes écoles nationales ont la possibilité de participer au dialogue sociologique avec les représentants du « Nord sociologiquement riche », ainsi que l'a désigné M. Burawoy en 2008. On assiste par conséquent à

une expansion rapide du nombre de travaux sociologiques hors du canon sociologique.

Étape IV (2016 à aujourd'hui) : c'est celle de la sociologie de l'ère de la post-mondialisation, caractérisée par une réduction des processus de mondialisation et un renforcement des forces centrifuges de régionalisation dans le monde. (Notez que j'utilise le terme « post-mondialisation » de la même manière que D. Bell utilisait le terme « post-industriel » en référence à un type de société qui remplace la société industrielle tout en préservant les secteurs préindustriels et industriels). Ainsi la sociologie de cette période devient de plus en plus la science d'une humanité fragmentée, avec la multiplication de formations régionales. Le corpus des travaux à caractère canonique et non-canonique en formation présente des caractéristiques dialogiques et une intensification de l'interdisciplinarité.

> Où en est la sociologie de la mondialisation

Cette quatrième étape ne signifie pas la disparition des processus de mondialisation en tant que tels ni le déclin de la sociologie de la mondialisation. Au contraire, de nouvelles réalités socioculturelles émergent et une nouvelle reconfiguration des savoirs sociologiques se produit, accompagnée d'une diminution relative de la part des scénarios de mondialisation. Par exemple, l'apparition de la pandémie de Covid-19 a dans beaucoup de cas conduit à une rupture des liens internationaux et des relations internationales, à la résurgence des frontières ou à une diminution de l'importance des entités et des processus transnationaux, comme en témoignent les travaux d'un nombre croissant de sociologues.

Avec la guerre russo-ukrainienne, cette période de post-mondialisation acquiert une nouvelle identité. Nous assistons en effet aujourd'hui à l'émergence d'un nouveau type d'ordre mondial, que l'on pourrait décrire comme une réincarnation de l'Occident (désormais sous la forme de ce que l'on appelle « l'Occident collectif uni »), dont le cœur se trouverait en Ukraine. C'est-à-dire qu'à mon avis, il n'y a pas aujourd'hui d'opposition entre le global et le local, ni de transformation du local en global. On observe aujourd'hui un développement du local à l'intérieur du global, qui fait que le local se place désormais au cœur du

“On observe aujourd’hui un développement du local à l’intérieur du global, qui fait que le local se place désormais au cœur du global”

global. En d’autres termes, il existe un nouveau type de développement global-local, avec une suprématie des valeurs universelles qui se traduit par une lutte pour ces valeurs dans le monde non occidental, en l’occurrence l’Ukraine. De nouveaux mouvements sociaux mondiaux émergent, en premier lieu un mouvement de solidarité avec l’Ukraine. Leur particularité est d’exercer une influence extrêmement puissante sur les gouvernements et de raccourcir les délais de prise de décision. De nouvelles alliances régionales commencent à jouer un rôle particulier, parfois entre des pays qui n’ont pas de frontières communes (je pense ici à ce que l’on appelle les « petites alliances » comme celle entre la Grande-Bretagne, l’Ukraine et la Pologne ou le « trio associé » formé par l’Ukraine, la Moldavie et la Géorgie).

Bien entendu, ces processus nécessitent également des réflexions et des discussions sociologiques, et un dialogue entre les représentants des différentes écoles et mouvements nationaux. Par exemple, la guerre russo-ukrainienne prend déjà une signification sociologique. Je pense au récent article du président de l’ISA, [Sari Hanafi](#), dans lequel il décrit le paradigme impérial de Poutine et dégage quatre leçons de cette guerre pour le Moyen-Orient. Dans l’ensemble, je suis d’accord avec plusieurs des thèses exposées dans ce texte, mais en même temps, je ne considère pas qu’il soit approprié de comparer directement les guerres au Moyen-Orient avec la guerre actuelle en Ukraine, où un génocide du peuple ukrainien est en cours. Toute guerre est terrible, mais l’agression de la Russie contre l’Ukraine constitue une menace non seulement pour l’Ukraine, mais aussi pour de nombreux autres pays dans le monde, si nous ne travaillons pas ensemble pour détruire un régime fondé sur le paradigme impérial.

> Où va la sociologie

Nous pouvons maintenant définir les *tendances* de la sociologie actuelle en fonction des caractéristiques des étapes que j’ai exposées ici. Une liste indicative pourrait inclure les dix notions suivantes :

(1) l’élargissement rapide des frontières de la sociologie, de son sujet et de son objet d’étude, du fait de l’interpénétration des sphères d’intérêt canoniques de la discipline ainsi que de l’introduction dans le champ de la réflexion sociologique de phénomènes liés à la réalité artificielle (réalité virtuelle, réalité augmentée, intelligence artificielle, etc.) ;
 (2) le développement et l’entretien d’une réflexivité sociologique multidimensionnelle et polyfonctionnelle de nature

hybride qui est à même de produire des concepts et des modèles de systèmes d’autorégulation sophistiqués de dimension mondiale, régionale ou locale, avec un éventail de possibilités pour les mettre en œuvre au niveau de la pratique sociale ;

(3) le passage de l’interdisciplinarité à la transdisciplinarité, et l’apparition d’un type approprié de métathéorisation basé sur le syncrétisme transdisciplinaire et la pensée holistique ;

(4) une augmentation de la signification et de l’importance de la conceptualisation des projets de développement régional ainsi que des questions de coexistence des processus et phénomènes à l’échelle locale, globale, mondiale, non-mondiale et post-mondiale ;

(5) une sophistication significative de la terminologie qui se traduit par une augmentation du nombre de termes hybrides issus des sciences sociales et naturelles, ainsi que de la technologie et des sciences humaines, à laquelle s’ajoute une synthèse des notions de sociologie post-classique et post-non-classique ;

(6) le déplacement de l’attention des sociologues de transformations sociétales principalement statiques à des transformations principalement dynamiques, voire réactives ;

(7) l’importance croissante de l’étude des inégalités sociales complexes (principalement non matérielles), avec une attention particulière envers les nouvelles formes d’inégalités qui se traduisent en tension sociale ainsi qu’envers les nouveaux types de conflits autour d’intérêts et de valeurs opposés ;

(8) l’importance croissante des fonctions théoriques et cognitives de la sociologie moderne dans les conditions d’hyperergie (ou hyperdynamisme) et de transformations sociales réactives, ainsi que de la fonction humaniste qui résulte de la déshumanisation croissante provoquée par l’introduction continue de nouvelles technologies et les guerres hybrides actuelles ;

(9) une diversification des méthodes et des techniques utilisées dans la recherche sociologique par l’utilisation de méthodologies quantitatives et qualitatives nouvellement synthétisées et modifiées, ainsi que par l’adoption de méthodes issues d’autres disciplines. Leur effet combiné permet aux sociologues d’obtenir des résultats sociaux rapides et valides ;

(10) le passage des méthodes verbales et non verbales de recherche sociologique à l’utilisation des technologies numériques, etc. ■

Toute correspondance est à adresser à Nataliya Chernysh <nchernysh@gmail.com>

1. Nataliya Chernysh (Octobre 2017) « La sociologie aujourd’hui – Tendances et perspectives de développement » <http://stmm.in.ua/archive/ukr/2017-4/4.pdf> (en russe).

> Un traumatisme collectif et individuel

Yuriy Pachkovskyy, Université nationale Ivan Franko de Lviv (Ukraine)



Crédit : Nastyaofly/Depositphotos.

La guerre russo-ukrainienne qui se poursuit constitue une attaque contre l'ensemble du monde civilisé. Dans le contexte de l'Ukraine d'aujourd'hui, on peut observer l'effondrement de tous les principes de la coexistence internationale des États, et comment le destin des individus dépend du volontarisme et des ambitions impériales d'un pays, ou, de fait, d'une personne à la tête d'un État qui cherche à dicter son idéologie misanthrope au monde entier. Les horreurs de la guerre dont chaque citoyen ukrainien est victime aujourd'hui concernent également presque toutes les sphères de la communauté mondiale, qui se trouve confrontée à des défis globaux concernant sa propre sécurité, notamment aux menaces nucléaires de la Russie, ainsi qu'à de nouveaux enjeux migratoires, à la faim dans le monde et aux crises énergétique et environnementale. Ces défis peuvent sembler mineurs comparés à la tragédie,

et en fait au génocide, que vivent les Ukrainiens. D'après les statistiques officielles, au cours des 115 premiers jours de la guerre, plus d'enfants ont été tués en Ukraine par la Russie qu'en Syrie sur l'ensemble de l'année 2021 ou qu'en Bosnie sur la période 1992-1995.¹

En réfléchissant aux problèmes de la guerre et à ses conséquences, en tant que sociologue et psychologue, je pense à un certain nombre de comparaisons et d'analogies qui correspondent bien au concept de traumatisme social (P. Sztompka, J.C. Alexander, R. Eyerman, etc.) : la guerre comme défi global ; la guerre qui imprègne les destins humains ; la guerre comme moyen de créer et de construire une nouvelle vision et de nouvelles valeurs relativement à l'existence humaine ; la guerre comme inquiétude et expérience de vie ; la guerre comme espace d'activité humaine et de force de l'esprit ; la guerre comme

>>

lutte pour un avenir personnel et comme destin d'une génération ; la guerre comme génocide ; la guerre comme voie vers la consolidation et la solidarité, etc. Tout cela continue. Cependant, ce qui unit toutes ces associations avec la guerre, c'est que nous avons besoin d'un moyen de surmonter un événement traumatique qui affecte la vie de chaque personne ainsi que l'ensemble de la société. Chaque personne qui fait l'expérience de la guerre, ou qui est façonnée dans son creuset, a une histoire de vie qui lui est propre, individuelle et unique. Regroupées, ces histoires de vie sont « entremêlées » ou liées au pays où nous sommes nés, où nous vivons et travaillons, et dont nous créons l'histoire.

L'histoire de l'Ukraine ressemble au vol d'un oiseau blessé, qui lutte pour s'élever de plus en plus haut, vers la lumière, hors de l'obscurité et de l'incertitude. Au cours de son évolution, l'Ukraine a subi de grands traumatismes historiques, comme par exemple les événements du début du XX^e siècle, la lutte des Ukrainiens pour leur indépendance vis-à-vis de la Russie bolchevique, l'Holodomor des années 30, la guerre germano-soviétique dévastatrice de 1941-1945, Tchernobyl en 1986, et maintenant la guerre russo-ukrainienne, qui dure depuis 2014 et qui a conduit à l'annexion par la Russie de la Crimée et de certains territoires des régions de Donetsk et de Louhansk. L'Ukraine a également subi un traumatisme socioculturel à la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e siècle, qui est le résultat d'une longue période de transformation sociale et de l'effondrement de l'ancien système de valeurs, avec la lutte pour la démocratie lors de la « révolution orange » de 2004 et la lutte sur les barricades pour un avenir européen lors de la « révolution de la Dignité » de 2013-2014. Ce long cheminement historique de lutte et de souffrance reste gravé dans la mémoire sociale du peuple ukrainien ; des expériences émotionnelles marquantes ont conduit à des traumatismes psychologiques au niveau collectif et individuel. Selon le ministère ukrainien de la santé, quelque 15 millions d'Ukrainiens auront besoin d'un soutien psychologique en raison de la guerre à grande échelle qui sévit aujourd'hui, et 3 à 4 millions auront besoin d'un traitement médical pour des troubles mentaux.² Au moins un Ukrainien sur cinq souffrira de problèmes de santé en raison de la guerre, le nombre de personnes souffrant de problèmes de santé mentale augmentant au fur et à mesure que la guerre se poursuit.

Compte tenu de l'expérience du peuple ukrainien, la guerre actuelle a donné lieu à une nouvelle perception de la réalité ; au niveau de l'Ukrainien moyen, il y a eu une rupture avec tous les mythes préexistants de la « fraternité russo-ukrainienne », c'est-à-dire avec tout le cheminement mené en commun à travers la Grande Guerre patriotique et la reconstruction de l'économie dans les années d'après-guerre. La compréhension que nous sommes différents est devenue évidente même pour les Ukrainiens qui ne souhaitaient pas envisager l'idée d'une annihila-

tion des racines slaves communes. Une telle identité peut spécialement être reconstituée à travers la perception de la guerre, qui pour nous Ukrainiens est véritablement une guerre pour notre liberté, notre dignité et notre existence (pour eux, les Russes, ce n'est pas une guerre, mais une opération dite « spéciale » qui comporte l'héroïsation de leurs dirigeants meurtriers et la haine de tout ce qui est ukrainien). Pour nous les Ukrainiens, cette guerre est un événement profondément traumatisant, alors que pour eux, elle est l'occasion d'une euphorie émotionnelle et du triomphe des symboles Z et V dans la conscience de masse. Cette nouvelle vie exige de tous les Ukrainiens, et de l'ensemble du monde démocratique et plus particulièrement de tous les Européens, un grand effort de lutte et de consolidation.

La tragédie particulière de cette guerre a été l'anticipation de l'inattendu. Nous vivions dans les conditions de la situation militaire qui durait depuis huit ans dans l'est du pays, et dans la compréhension/l'incompréhension qui avait « plané » sur le pays, sur chacun de nous. Le 24 février 2022 a représenté pour nous le compte à rebours d'une nouvelle histoire, lorsque nous tous, adultes, nous sommes posés la question fatidique : « Est-ce que je veux retourner aux temps de l'URSS ? » Ou bien au contraire : « Est-ce que je veux vivre dans un pays où l'on respecte les droits de l'homme, la liberté et la démocratie ? ». Le début d'un nouveau compte à rebours a été, en fait, un énorme choc (l'état émotionnel associé à un événement traumatique), lorsque le sort du pays a été décidé dans les 5 à 7 premiers jours qui ont suivi l'invasion massive de la Russie sur 1000 kilomètres de notre frontière commune. J'ai demandé à des étudiants du Département de Sociologie de l'Université nationale Ivan Franko de Lviv de décrire (reconstruire) leur perception de la guerre au cours des trois derniers mois, depuis son début. Il apparaît que les émotions les plus fortes de leur vie sont liées au(x) premier(s) jour(s) de la guerre :

« Pour moi, le matin du début de la guerre, c'était comme si un être cher était mort et que j'allais aux funérailles. Tout le monde avait peur. Les premiers jours, j'avais peur de sortir et restais allongée dans mon lit à regarder les informations. Le troisième jour, je suis sortie de chez moi pour la première fois avec un ami pour aller acheter du pain ; les files d'attente dans les magasins étaient longues, et les étagères où auraient dû se trouver les produits de première nécessité étaient presque vides. J'étais mal à l'aise et j'avais peur. » (Vira, 19 ans)

« La première nuit après la déclaration de guerre a été longue pour moi, chaque voiture passant devant la maison était comme un hélicoptère ou un missile ; à cause de cela et du stress constant, je ne pouvais pas dormir... » (Dmytro, 21 ans)

« La première nuit a été en quelque sorte la pire. Étant donné mon état de stress, l'insomnie a commencé, je regardais les nouvelles tout le temps, je ne savais pas quoi faire, j'étais paniquée. Vers trois heures du matin, trois

avons de chasse ont survolé la maison. C'était un bruit si fort et si persistant que leur vol m'a semblé durer une éternité. Depuis, ma panique a redoublé. Ces quelques jours sans bien dormir ni bien manger, en proie à la peur et à la panique, m'ont épuisée. Comme je ne pouvais pas étudier, j'ai réalisé que de cette façon je n'aiderais personne, et j'ai commencé à chercher où je pourrais me rendre utile. » (Anastasiia, 20 ans)

« Je pleure chaque fois que je pense que je dois quitter quelqu'un ou que je risque de perdre quelqu'un... Je crois que ce n'est pas aussi effrayant que dans un film, il faut tenir le coup. Je suis très attachée à ma famille et à mes proches, malgré tous les problèmes et les querelles. Je veux que nous soyons tous en bonne santé et en vie et que nous soyons ensemble. Que tout aille bien. Je veux vivre. » (Kseniia, 18 ans)

« A 7h44 à Lviv, on a entendu pour la première fois une alerte de raid aérien. J'ai sauté du lit et me suis précipitée chez les voisins. Un rictus nerveux s'est figé sur mon visage, et j'ai été prise de tremblements... » (Martha, 18 ans)

On dit que pour se remettre d'une blessure, il faut aussi longtemps que le temps pendant lequel la personne était sous l'influence de l'événement traumatique qui a conduit à cette forte expérience émotionnelle. Ce processus de « dépassement » peut prendre des mois, des années, voire des décennies, selon la force de l'impact de l'événement sur la personne et sa résistance au stress. Du point de vue sociologique, je pense qu'aujourd'hui l'étude du traumatisme collectif de la guerre en tant que stress militaire aigu dans le contexte du « traumatisme du témoin », de la « souffrance humaine », de la « recherche d'un nouveau sens à la vie », du « syndrome d'anxiété militaire », du « dépassement commun des événements traumatiques », etc. est plus que jamais d'actualité. Le cas actuel de la société ukrainienne illustre un haut degré d'auto-organisation. Cet exemple pourrait inspirer plus largement la prévention des traumatismes collectifs, dont les conséquences ont une signification psychothérapeutique plus profonde, notamment au niveau de son impact

– paradoxalement – constructif sur la société dans son ensemble. Pour l'Ukraine, surmonter la guerre en tant que traumatisme collectif signifie :

- 1) la rupture définitive avec le passé soviétique et avec ce qui est lié aux ingérences impériales russes et au « monde russe » ;
- 2) une occasion de restaurer son intégrité territoriale conjointement avec l'apport de garanties internationales de sécurité et de paix et d'un prêt-bail ;
- 3) la construction de la société civile, et avant tout, des capacités du mouvement des volontaires, qui s'est répandu et est devenu l'une des conditions préalables importantes de la lutte pour l'indépendance ;
- 4) l'ouverture d'une nouvelle perspective européenne pour l'Ukraine en tant que pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne ;
- 5) des progrès innovants comme perspective d'après-guerre pour reconstruire le pays avec la participation des investissements occidentaux et de vastes programmes internationaux en vue de soutenir les régions qui ont été particulièrement éprouvées par les hostilités ;
- 6) le maintien des valeurs démocratiques (civilisées), et leur inviolabilité dans le monde moderne ;
- 7) la création d'un nouveau modèle de solidarité entre les pays unis par une compréhension commune des menaces mondiales représentées par la guerre ;
- 8) la prise de conscience de la détermination du peuple ukrainien à défendre son indépendance et du fait que l'Ukraine a d'ores et déjà vaincu l'agresseur russe grâce à sa résistance galvanisée.

Bien sûr, surmonter une situation traumatisante présuppose non seulement que l'ensemble de la société ukrainienne agisse de manière coordonnée, mais aussi de comprendre les problèmes personnels de chaque personne touchée par la guerre. À mon avis, le facteur unificateur qui permettra de sortir de cette situation traumatisante à la fois pour l'individu et la collectivité est la foi profonde que chacun a en la victoire. ■

Lviv, 25 juin 2022

Toute correspondance est à adresser à :
Yuriy Pachkovskyy <ypachkovskyy@gmail.com>

1. (en ukrainien) <https://molodost.in.ua/news/7002/> (19 juin 2022).
2. (en ukrainien) <https://poglyad.tv/u-moz-vvazhayut-shcho-cherez-vivnu-kozhen-pyaty-ukrayinec-matime-problemi-z-psihikoyu-article> (10 juin 2022).

> La guerre en Ukraine change ce que nous croyions savoir

Darie Cristea, Université de Bucarest (Roumanie)

J'ai traité en d'autres occasions du manque de méthodologie dans la sociologie des relations internationales et des études sur la sécurité, et de leur lien trop étroit et peut-être fatal avec le journalisme. Les spécialistes en sciences sociales sont obsédés par leur fonction prophétique : probablement pour prouver leur capacité à entrer dans le canon de la causalité, ils cherchent à prédire les crises, les tendances et les résultats d'élections. Et à chaque fois, ils sont accusés de s'être trompés : avant 2020, la sociologie n'a pas prêté attention à une éventuelle pandémie ; les signes de la guerre en Ukraine ont été mal interprétés ; à chaque cycle électoral, les sondages ne sont pas aussi exacts que la presse et l'opinion publique le souhaiteraient.

> Deux années pleines de surprises

Les deux dernières années et demie ont été riches en surprises. Après la surprise d'une *grippe pas comme les autres* (la pandémie de Covid-19), est venue celle d'une guerre qui ressemble étonnamment à ce que nous avons connu dans la première moitié du siècle dernier. La tragédie provoquée en Ukraine par la guerre est immense et a été abondamment commentée. Mais le choc de la guerre dans le monde occidental, des images de réfugiés aux images de bombardements, de chars et de villes détruites, doit également être pris en compte. Comme dans un véritable exercice d'*externalisation*, on a cru pendant près de trois décennies que ces questions étaient traitées par la sociologie, les sciences politiques, les relations internationales, les études stratégiques et de sécurité, la science militaire et la diplomatie. La société occidentale se voyait en quelque sorte exemptée de ces préoccupations : n'y avait-il pas des gens qui étudiaient ces problèmes et agissaient pour éviter que de telles choses ne se reproduisent ? Alors qu'avons-nous appris, en tant que sociologues, de ce qui se passe en Ukraine ?

> La position de la Roumanie et la pertinence de l'OTAN

Depuis l'entrée de la Roumanie dans l'OTAN et l'Union européenne (UE), les Roumains ont toujours été l'une des populations les plus pro-OTAN, pro-UE et pro-américaines de l'UE, et cela a été confirmé par l'attaque de la Russie contre l'Ukraine. En fait, la principale critique globale adressée à l'OTAN ces dernières années était que, dans un environnement de sécurité relativement stable, où les menaces ne sont plus représentées par des États, mais plutôt par des conflits asymétriques avec des acteurs non étatiques (par exemple, le terrorisme), ou par des cas iso-

lés d'États « en querelle » avec l'ordre international, un colosse comme l'OTAN devient inutile. L'attaque de la Russie contre l'Ukraine, bien qu'elle ne soit pas officiellement reconnue en Russie comme une guerre, a rétabli l'importance de l'OTAN comme garant de la sécurité des États membres et mis en échec l'idée de non-alignement (qui avait été celle de la Finlande et la Suède).

> Les partis antisystème

Ces dernières années, l'Europe a vu émerger avec plus ou moins de succès des partis antisystème, dont beaucoup présentent un caractère populiste, souverainiste ou eurosceptique. La pandémie et les efforts des États européens pour la maîtriser ont servi de tremplin à ces mouvements, dont la plupart sont anti-vaccins et anti-restrictions ou nient l'existence de la pandémie. En Roumanie, l'invasion russe de l'Ukraine a réduit l'attrait de ces mouvements antisystème et augmenté la popularité de l'OTAN et de l'UE.

On a beaucoup spéculé sur la proximité des mouvements antisystème avec la Russie, ou avec les thèmes de la propagande russe – bien que cela soit extrêmement complexe et difficile à prouver. Au cours des trois derniers mois, on a pu constater que le rapport de ces mouvements avec la guerre est atypique, qu'il s'agisse de ne pas traiter ouvertement le problème de la guerre ou de déclarer que l'Ukraine n'est pas très démocratique (comme si cela pouvait changer le fait que la Russie est clairement l'agresseur dans cette guerre), de limiter l'empathie envers les victimes de la guerre à la préoccupation pour la minorité roumaine en Ukraine ou de relativiser l'identification de l'agresseur. La guerre en Ukraine est donc une véritable épreuve de vérité pour les partis antisystème et leur faiblesse encore incompréhensible pour la Russie de Poutine.

> Le réalisme prend sa revanche

Après 1990, la sociologie des relations internationales a vécu dans un certain paradigme de « fin de l'histoire » : les grandes guerres étaient terminées, même les guerres froides ; le libéralisme avait triomphé du réalisme. Il y aurait des guerres ponctuelles, expliquées par des enjeux locaux ou régionaux, mais le monde était devenu unipolaire, avec une série de puissances médiocres incapables de défier les États-Unis, le paradigme de l'*unique superpuissance*. Après le 11 septembre 2001, le scénario semblait avoir été réécrit, mais seulement en apparence. Un nouvel adversaire (le terrorisme) est apparu, un axe du mal entretenu par des acteurs étatiques ; et défier l'ordre mondial, engager des

>>

“Le caractère multiparadigmatique des sciences sociales peut se révéler une qualité exceptionnelle dès lors que l’on sait comment l’utiliser lorsque la compréhension du monde est plus importante que la validation de nos hypothèses”

luttés armées, etc. sont devenus des actes de délinquance et non de guerre. Le système international n’était plus le système pacifique (bien que contredit tant de fois par des guerres ponctuelles) imaginé après 1990. Un ennemi asymétrique et non conventionnel était apparu mais, militairement parlant, le monde n’était pas en grand danger, la peur d’une guerre généralisée était minime en Occident et les États-Unis/l’OTAN étaient toujours la grande superpuissance du système international. Le système était encore libéral. Le président américain G.W. Bush déclara que la Roumanie deviendrait *le pont vers la nouvelle Russie*. Derrière la puissance militaire et économique du monde occidental se trouvait le facteur *soft power*. L’Occident s’étendait parce que des pays candidats frappaient à sa porte.

Mais le réalisme était sur le point de sévir. Après 2010, la Chine ne pouvait plus être ignorée en tant que puissance économique. À peu près au même moment, ni la Russie ni la Chine ne semblaient disposées à « consentir » à l’ordre mondial des vingt années précédentes. À y regarder de plus près, on voit l’invasion de la Géorgie par la Russie en 2008 ; au début des années 2010, quelques tentatives notables de la Russie pour arrêter un éventuel virage euro-atlantique de l’Ukraine et de la Moldavie ; et en 2014, la rébellion du Donbass avec le soutien de la Russie, suivie de l’annexion de la Crimée par la Russie. En Occident, les gens n’imaginaient plus la possibilité d’une guerre en Europe, donc ces épisodes sont passés avec une relative facilité. La Russie n’était plus le pays qu’elle était avant 2010, elle commençait à être considérée comme un agresseur potentiel, mais le maintien de l’ordre mondial l’emportait.

En février 2022, l’invasion russe de l’Ukraine éclate comme un acte d’agression évident, jugé incompréhensible par l’opinion publique. L’idée que l’orientation de l’Ukraine vers l’Occident rend la Russie vulnérable à l’OTAN et à l’UE est moralement difficile à comprendre : 2014 a marqué une rupture définitive entre la Russie et l’Ukraine. Le soutien de l’opinion publique russe à la guerre est effarante. Mais un expert peut y voir l’adoption d’un paradigme réaliste et le rejet du libéralisme qui semblait avoir remporté le débat interparadigme sur les relations internationales après presque 100 ans de compétition théorique.

En outre, la guerre, avec ses missiles, ses chars, ses casques et ses mitrailleuses – comme dans les documentaires et les films sur les guerres d’il y a 50 ans – a montré clairement que la guerre n’a pas disparu. Les armes nucléaires, dont la théorie des relations internationales n’avait pratiquement pas parlé depuis 1990, n’ont pas non plus disparu. Même la théorie qui sous-tend le phénomène n’est pas nouvelle. Des décennies d’études sur les relations internationales et la sé-

curité semblent avoir été gâchées, comme si nous revenions à la guerre de Corée et à la crise des missiles de Cuba.

En résumé, nous nous trouvons devant un véritable et classique dilemme de sécurité. L’OTAN n’est pas directement impliquée en Ukraine, mais elle est en état d’alerte. Où la Russie s’arrêtera-t-elle ? La peur de la guerre est à son plus haut niveau depuis 1990 en Europe de l’Est. La guerre moderne n’est pas différente de la guerre passée : elle n’est pas économique, elle n’est pas en ligne, elle n’est pas civilisée, et elle ne protège pas les civils. La guerre moderne est des plus classiques, seulement plus destructrice. Les responsables politiques, l’armée, les analystes et l’opinion publique ont tous vécu dans un confort illusoire pendant deux décennies. N’oublions pas que les *fake news* et la propagande russe ont été analysées pendant des années, surtout après 2014, mais le plus souvent sous l’appellation de « cyberguerre », comme si cela remplaçait la vraie guerre. Aujourd’hui, on constate que les *fake news* font ce que la propagande a toujours fait : elles ont préparé le terrain pour une vraie guerre et contribuent maintenant à la gérer.

> N’oublions pas la Moldavie

Si nous considérons la guerre en Ukraine d’un point de vue roumain, nous devons mentionner la Moldavie. La sensibilité de la Roumanie à l’égard de la République de Moldavie et de leurs liens identitaires est connue. Lorsque les dés ont été jetés en 1990, la Moldavie est restée encore une fois de l’autre côté du « mur », tandis que la Roumanie n’avait qu’un seul projet politique cohérent : l’intégration euro-atlantique. Et il semble que le projet ait fonctionné. L’une des craintes actuelles est liée à une éventuelle extension du conflit en Transnistrie et en République de Moldavie (du jamais vu jusqu’à présent). La Moldavie est probablement le meilleur exemple d’un État pris à contre-pied par la croyance que la neutralité est d’une certaine utilité. Il s’agit d’une tentative de pragmatisme : la Moldavie a essayé pendant 30 ans de maintenir une relation fonctionnelle à la fois avec l’UE/la Roumanie et avec la Russie.

En bref, je crois que la première obligation des chercheurs est de se concentrer sur les scénarios probables auxquels ils peuvent trouver des réponses appropriées plutôt que de prétendre prédire l’avenir. Ce n’est pas la première fois dans l’histoire que la réalité ne correspond pas à la théorie. Après tout, le principal défaut des sciences sociales – leur caractère multiparadigmatique – peut se révéler une qualité exceptionnelle si nous savons l’utiliser quand comprendre le monde est plus important que valider nos hypothèses. ■

Toute correspondance est à adresser à Darie Cristea <darie.cristea@sas.unibuc.ro>

> La nécessité de données comparatives intersectionnelles sur les LGBT+

Sait Bayrakdar, King's College de Londres (Royaume-Uni) et **Andrew King**, Université du Surrey (Royaume-Uni)



Il est essentiel de comprendre l'étendue des inégalités existantes pour concevoir une politique éclairée susceptible d'améliorer la vie des personnes LGBT+.
Crédit : Sait Bayrakdar.

Malgré des avancées significatives dans de nombreux pays européens au cours des dernières décennies, les recherches montrent que les inégalités subies par les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et autres ayant une sexualité et un genre différents (LGBT+) persistent. De nombreuses personnes font l'objet d'une discrimination dans divers environnements sociaux, lieux de travail et espaces publics ou lorsqu'elles accèdent aux services publics.

> Les limites des données actuelles sur les inégalités

Il est essentiel de comprendre l'étendue de ces inégalités pour concevoir une politique éclairée visant à améliorer la vie des personnes LGBT+. Cependant, jusqu'à récemment, les sources de données qui permettraient aux responsables politiques d'acquérir ces connaissances n'étaient pas disponibles. Jusqu'à la deuxième décennie de ce siècle, de nombreuses enquêtes ne recueillaient pas systématiquement d'informations sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre ; et même aujourd'hui, nombre des grandes enquêtes ne comportent toujours pas de questions sur l'identité de genre.

Ces limitations des données ont restreint les possibilités de faire des comparaisons entre pays sur l'importance des inégalités subies par les personnes LGBT+ : les tentatives de collecte de données d'enquête sont restées pour la

plupart cantonnées à l'intérieur des frontières nationales. Les chercheurs ont souvent limité la collecte de données à leur propre pays, et étudié dans leur contexte national les expériences et les inégalités aux niveaux législatif, socio-économique, politique et culturel. Il ne fait aucun doute que ces données recueillies dans chacun des pays sont importantes et utiles. Cependant, de telles décisions méthodologiques, souvent limitées par des problématiques concrètes et locales, ne permettent pas d'étendre notre compréhension des inégalités dont sont victimes les personnes LGBT+ à des scénarios plus généraux. Souvent les études utilisant les données d'un seul pays ne permettent pas aux chercheurs d'examiner comment les informations contextuelles au niveau d'un pays peuvent avoir un impact sur les inégalités subies par les LGBT+. Si les effets de certaines mesures politiques peuvent être mis en évidence à l'aide de données longitudinales, les facteurs contextuels qui s'inscrivent dans des processus sociétaux à long terme sont difficiles à saisir, même dans des études de panel d'une durée relativement longue.

> Pourquoi les données doivent être comparatives et intersectionnelles

L'adoption d'une approche comparative, où l'on étudie les inégalités entre les pays, nous permet de comprendre comment les facteurs contextuels peuvent influencer sur les inégalités et les comportements discriminatoires à l'encontre des

LGBT+. Il est important de prendre cette approche en considération aussi bien du point de vue sociologique que de celui de l'élaboration des politiques. Cette approche est importante d'un point de vue sociologique car elle déplace l'accent de facteurs individuels vers des facteurs contextuels et met en évidence les obstacles structurels à l'égalité. Du point de vue de l'élaboration des politiques, elle indique comment un pays réussit par rapport à d'autres dans sa tentative d'aboutir à une issue favorable et met ainsi en évidence les domaines dans lesquels les gouvernements et autres organisations ne parviennent pas à mettre en œuvre des politiques efficaces et ceux sur lesquels ils devraient se concentrer.

Cependant, il existe un autre problème. Lorsque les enquêtes ne recueillent pas de données détaillées sur les identités sociales telles que la sexualité et l'identité de genre, elles empêchent les chercheurs d'arriver à effectuer des comparaisons non seulement entre les nations, mais aussi entre les groupes ou en tenant compte de ce que l'on appelle souvent les « facteurs intersectionnels » : les différences chez les personnes LGBT+ et entre elles en fonction d'une série de caractéristiques telles que la classe sociale, l'appartenance ethnique, la religiosité, les handicaps, etc. Il est important de comprendre ces différences intersectionnelles afin de créer des politiques plus inclusives qui puissent servir à tous les individus des communautés LGBT+.

> Une étude comparative et intersectionnelle prometteuse

Pour aborder ces problèmes, nous avons appliqué une approche comparative et intersectionnelle dans le cadre du projet [CILIA-LGBTQI+](#) (Comparaison des inégalités intersectionnelles que subissent au cours de leur vie les citoyens LGBTQI+ dans quatre pays européens). Au début de notre projet, qui s'est déroulé en Angleterre, en Allemagne, au Portugal et en Écosse, nous avons passé en revue la documentation existante et réalisé une cartographie des données afin d'identifier les lacunes en matière de connaissance intersectionnelle comparative. Nous avons constaté que nous avons besoin d'un ensemble de données qui nous permettrait d'effectuer des comparaisons transnationales et intersectionnelles, mais que les sources appropriées étaient très limitées. L'enquête de l'Union européenne sur les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres ([enquête sur les personnes LGBT dans l'UE](#)) menée par l'Agence des droits fondamentaux de l'UE s'est toutefois avérée très utile à cet égard. Elle consiste en des informations provenant de personnes LGBT dans 28 pays européens et prend en compte les événements de leur vie, leurs expériences de la discrimination et leurs caractéristiques démographiques. Sa forme comparative et ses questions détaillées sur les expériences et incidents relatifs aux LGBT nous ont fourni une occasion unique d'explorer les intersections de diverses communautés en utilisant une approche comparative qui tient compte du contexte national.

> Quelques résultats comparatifs et intersectionnels

[Notre analyse](#) de ces données nous a permis d'examiner la probabilité d'expériences de discrimination, de harcèlement et de violence en Allemagne, au Portugal et au Royaume-Uni. Elle a révélé des différences frappantes entre les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres dans ces trois pays. Par exemple, alors que les personnes transgenres semblent être plus susceptibles d'être victimes de discrimination, de harcèlement et de violence dans les trois pays, les femmes lesbiennes sont plus susceptibles d'être victimes de discrimination et de harcèlement que les hommes gays, bien que les hommes gays soient plus susceptibles d'être victimes de violence. Dans l'ensemble, les expériences des personnes LGBT apparaissent très diverses, ce qui mériterait une plus grande attention dans l'élaboration des politiques.

En outre, il existe également des différences intéressantes entre les trois pays. Si les transgenres constituent le groupe le plus susceptible de rapporter des cas de discrimination, de harcèlement et de violence au Royaume-Uni, c'est également dans ce pays que la violence à leur égard est la plus répandue. Les homosexuels masculins sont également plus susceptibles d'être victimes de violence au Royaume-Uni qu'en Allemagne ou au Portugal. D'autres caractéristiques sociodémographiques jouent également un rôle important dans l'expérience des personnes LGBT. Par exemple, le fait d'appartenir à une minorité ethnique ou d'avoir un handicap augmente la probabilité de subir des violences dans les trois pays, tandis que des ressources économiques plus importantes (mesurées par le revenu du ménage) semblent réduire la probabilité de subir des violences en Allemagne et au Royaume-Uni, mais pas au Portugal.

> Comment faire avancer les politiques publiques

Toutes ces nuances de différences méritent qu'on s'y attarde, car elles impliquent que des facteurs contextuels, tant au sein des pays qu'entre les pays, influencent les expériences des personnes LGBT. Par conséquent, nous avons besoin de davantage de données qui nous permettront d'examiner les inégalités subies par les personnes LGBT de manière comparative et intersectionnelle. Cela signifie que comprendre la manière très nuancée dont notre étude montre que la discrimination, le harcèlement et la violence affectent les personnes LGBT est une première étape vers l'élaboration de politiques proactives, et non simplement réactives. Cela permettra également d'envisager une approche de l'égalité qui aille au-delà de la législation proprement dite, afin de comprendre comment l'interaction entre les facteurs structurels et contextuels détermine la vie des personnes LGBT. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Sait Bayrakdar <sait.bayrakdar@kcl.ac.uk>
Andrew King <Andrew.king@surrey.ac.uk>

> Qui détient le savoir ?

Reconnaissance, citation et injustice épistémique

Jana Bacevic, Université de Durham (Royaume-Uni)



Crédit : Pixabay 2016.

A bien des égards, la profession universitaire se diversifie. Depuis 1990, les femmes constituent la majorité des étudiants de premier et deuxième cycles universitaires dans le monde. Au sein de l'Union européenne, elles représentent 54% des étudiants de premier cycle, 58% des étudiants de master et 48% des diplômés de doctorat, mais encore seulement 24% des professeurs. Les universitaires issus de minorités ethniques sont sous-représentés dans la profession universitaire : au Royaume-Uni, par exemple, les universitaires noirs et issus de minorités ethniques n'occupent que 7,3% des postes de professeur.

> La relation entre l'éducation, la connaissance et la justice sociale

Ces dernières années, ces inégalités sont devenues de plus en plus visibles, grâce notamment aux campagnes de décolonisation des programmes et à une prise de conscience croissante de la relation entre éducation, savoirs et justice sociale. Pourtant, la relation entre les inégalités sociales et épistémiques est profondément ancrée et nous devons nous pencher non seulement sur les personnes qui étudient ou enseignent dans nos salles de classe, mais aussi sur nos sources de connaissances, y compris les références de lecture : Quelles voix sont représentées ? Quelles connaissances sont considérées comme dignes d'intérêt – et pour quoi faire ?

Le concept d'injustice épistémique décrit la manière dont les inégalités sociales – par exemple, celles liées au genre et à l'ethnicité ou à la race – déterminent qui peut être recon-

nu comme détenteur valide ou crédible de connaissances. Formalisé par Miranda Fricker, le concept a été influencé par (et réciproquement a influencé) des philosophes, des épistémologues féministes et d'autres chercheurs qui étudient les différentes formes d'« excès » ou de « déficit » de crédibilité, c'est-à-dire les différences dans la façon dont divers préjugés fondés sur l'identité influencent la manière dont les revendications de connaissances sont reçues et interprétées. Par exemple, les personnes sont considérées comme des « témoins crédibles » dans les tribunaux selon la manière dont leur classe sociale, leur genre, leur âge, leur statut et leur appartenance ethnique ou raciale sont perçus – c'est-à-dire souvent au détriment des groupes marginalisés ou historiquement défavorisés.

Cependant, ces inégalités n'existent pas seulement au niveau des contributions individuelles à la connaissance. Elles font partie intégrante de la manière dont les connaissances sont produites, mesurées, évaluées et échangées, en d'autres termes, de l'économie politique globale de la production de connaissances. En ce sens, la question n'est pas seulement de savoir qui peut être considéré comme un détenteur de connaissances valables, mais aussi *sur quoi* on peut être considéré comme « sachant ». En tant que théoricienne sociale et sociologue de la connaissance, je désigne cela comme la relation entre les sujets épistémiques (ceux qui savent) et les objets épistémiques (ce qu'ils savent).

> La reproduction des inégalités sociales dans le milieu universitaire

Dans « Epistemic positioning and epistemic injustice: towards an intersectional political economy » (Positionnement épistémique et injustice épistémique : vers une économie politique intersectionnelle), j'ai développé le concept de positionnement épistémique pour montrer comment les jugements concernant les sachants ont un impact sur les jugements concernant les objets de la connaissance – et vice-versa. Un exemple bien connu est celui où les connaissances des femmes sont considérées comme « émotionnelles » ou « tirées de leur expérience », tandis que celles produites par des hommes ou des universitaires issus du groupe dominant sont classifiées comme

« théoriques » ou « générales ». Mais il existe des formes plus systématiques et insidieuses de discrédit, comme par exemple le fait de qualifier de *grievance studies* (études des griefs, ou études « victimaires » ou « récriminatoires ») la théorie critique de la race ou tout autre type de recherche de connaissances fondées sur l'identité. J'appelle cela le *bounding*, c'est-à-dire un « bornage », car les revendications de connaissances sont considérées comme *bornées* à l'expérience personnelle (ou aux « griefs ») de leurs sujets, plutôt que comme des contributions égales à la connaissance scientifique.

Le deuxième type de positionnement, le positionnement par « attribution de domaine » (*domaining*), est étroitement lié au premier : c'est ce qui se passe lorsque les contributions de connaissances par certains sachants sont associées à des *domains* ou disciplines en fonction de l'identité de l'intervenant. Par exemple, les femmes participant à des comités scientifiques apportent souvent une perspective « de genre » ou « féministe » sur le sujet, tandis que les chercheurs noirs et issus de minorités sont invités à parler de questions raciales. Ce qui complique les choses, c'est que ces formes de positionnement sont souvent utilisées stratégiquement par les universitaires pour intégrer les réseaux d'influence et de reconnaissance universitaires. Mais elles imposent également une limite artificielle pour déterminer qui est expert et sur quoi : alors que les universitaires issus des minorités sont généralement considérés comme des experts sur un élément de leur identité ou de leur héritage, les universitaires blancs et « non marqués » peuvent être experts en tout, ce qui rend leur capital académique beaucoup plus convertible : vous avez plus de chances de trouver un emploi si vous pouvez enseigner sur plusieurs sujets que si vous êtes un expert dans un seul domaine. Couplé au *bornage*, c'est-à-dire à la tendance à réduire les revendications de connaissances à l'identité de leurs producteurs, ce phénomène contribue à la reproduction des inégalités sociales au sein du monde universitaire.

> L'effet Matthieu

Cependant, la réussite dans la profession universitaire ne résulte pas seulement d'une reconnaissance de l'expertise dans des contextes appropriés ; souvent, il s'agit simplement d'être soi-même reconnu, ou crédité. Les femmes et les minorités universitaires sont souvent confrontées à la troisième forme de positionnement : la *non-attribution* – leur travail est utilisé, mais sans être dûment cité ou crédité. Parfois, cette situation dégénère en une véritable « appropriation », lorsque le crédit est attribué à quelqu'un d'autre – ce *quelqu'un* étant souvent un homme, blanc, âgé et privilégié. Bien sûr, nous avons un nom pour cela en sociologie : l'effet Matthieu.

Habituellement attribué à Robert Merton, « l'effet Matthieu en sciences » (du nom de l'Évangile selon Matthieu : « Car on donnera davantage à celui qui a, et il sera dans l'abondance ; mais à celui qui n'a pas, on ôtera même ce qu'il a ») décrit la tendance à attribuer le mérite des découvertes scientifiques au chercheur le plus ancien et le plus reconnu de l'équipe. En 1993, Margaret Rossiter a inventé une expression connexe, « l'effet Matilda », pour conceptualiser la tendance à créditer les hommes plutôt que les femmes. Mais peu de sociologues savent que le cas le plus célèbre des deux effets, Matilda et Matthieu, est précisément l'article « The Matthew Effect in Science ».

Apparu pour la première fois dans la revue *Science* sous le nom de Merton dans « The Matthew Effect in Science », le concept de l'effet Matthieu a été développé conjointement par Merton et Harriet Zuckerman, dont les recherches sur les lauréats du prix Nobel ont fourni le matériau empirique de l'étude. Merton l'a d'ailleurs explicitement reconnu dans les deuxième et troisième éditions de « The Matthew Effect », en déclarant dans une note de bas de page qu'il « s'est inspiré de l'interview et d'autres matériaux de l'étude Zuckerman à tel point que, de toute évidence, l'article aurait dû être co-signé » et qu'« un sens suffisant de la justice distributive et commutative exige que l'on reconnaisse, même tardivement, que le fait d'écrire un article scientifique et savant n'est pas une raison suffisante pour se désigner comme son seul auteur ». Et pourtant, cela n'a pas changé la façon dont on se souvient du concept : la plupart des sociologues, à ce jour, attribuent la paternité du terme à Merton.

> Les exigences de la justice épistémique

Cela tend à indiquer que les déclarations tardives sur la paternité d'un travail ne peuvent pas inverser les effets à long terme de l'injustice épistémique. Les femmes et les universitaires issus de minorités qui demandent à être reconnus sont souvent considérés comme fastidieux, agressifs ou pinaillers. Le *bornage* et l'*attribution de domaines* permettent de justifier plus facilement l'exclusion de certaines personnes de la liste des références – si leur recherche ne portait que sur un certain objet (les universités, par exemple, plutôt que le pouvoir) ou si elle était principalement fondée sur l'*expérience* (plutôt que, par exemple, sur la théorisation), et en particulier si leurs auteurs se mettent à pinailler à ce sujet.

Alors que nos professions et nos références de lecture continuent de se diversifier, nous devons rester attentifs à la tendance non seulement à exclure mais aussi à positionner certains chercheurs et leurs travaux comme étant moins importants, moins valides ou moins appropriés. La justice épistémique exige que chacun d'entre nous fasse le travail, et soit crédité pour le travail qu'il ou elle fait. ■

Toute correspondance est à adresser à Jana Bacevic <jana.bacevic@gmail.com>

> Rentabilité des corps et mobilités

dans le secteur du “care” d’Europe centrale et orientale

Petra Ezzeddine, Université Charles de Prague (République tchèque) et **Kristine Krause**, Université d’Amsterdam (Pays-Bas)



La configuration à l'échelle transnationale du care nécessite à la fois des corps qui prennent en charge et des corps qui sont pris en charge. Crédit : Line Mörat.

La configuration du secteur du *care* – le secteur de l’aide et des soins à la personne – connaît dans les pays du groupe de Visegrád (République tchèque, Slovaquie, Pologne et Hongrie) une évolution rapide, liée à la marchandisation générale des régimes de soins, à l’émigration, aux changements dans les relations entre les sexes et au vieillissement croissant de la population. Ces évolutions entraînent de nouvelles problématiques complexes et une diversification d’un secteur du *care* composé de différents acteurs commerciaux (dont certains issus du secteur des stations thermales et du tourisme) en même temps qu’elles ont des répercussions sur le rôle de la famille et de l’État. En outre, l’offre de *care* est remise en cause par la pénurie créée par l’exode de femmes en direction des marchés du *care* des pays européens plus riches. En liaison avec cela, et bien que concernant une population beaucoup plus restreinte, on observe un mouvement inverse de personnes âgées vers des pays voisins où les soins coûtent environ deux tiers de moins que dans leur pays.

Dans le cadre de nos projets de recherche actuels « Transnational care landscapes in Central Europe: Privatization, marketization and overlapping mobilities » et [Relocating Care within Europe](#), nous nous intéressons à ces deux mobilités interdépendantes observées dans le domaine du *care* : d’une part, celle des migrants d’Europe centrale et orientale venus travailler dans le secteur

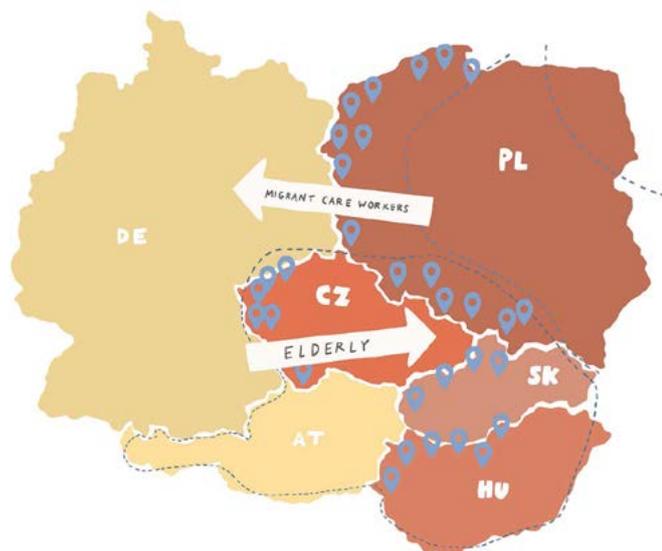
du *care* en Allemagne, et d’autre part, le phénomène très réduit mais emblématique du transfert d’Allemands âgés dans des maisons de retraite situées dans les pays du groupe de Visegrád. Ces deux phénomènes semblent avoir en commun l’objectif de générer du profit, que ce soit en récupérant le travail de corps « actifs » (les travailleurs migrants) ou des « prestations » pour les corps âgés fragiles.

> La reproduction sociale, la citoyenneté sociale et le corps

Malgré le rôle central du corps dans la reproduction sociale et la citoyenneté sociale, celui-ci est souvent ignoré. Il s’agit pourtant de l’intersection principale où des dynamiques potentiellement chargées de tensions s’assemblent à la plus petite échelle : le corps a besoin d’être nourri, lavé, habillé et reposé. Pour que le corps d’un travailleur puisse travailler, d’autres corps doivent fournir des services.

La reproduction sociale est une expression qui a été développée par les féministes marxistes pour rendre compte de tout le travail invisible nécessaire pour réparer, maintenir et entretenir la vie quotidienne dans les sociétés, y compris les relations sociales et les environnements dans lesquels les gens vivent. De la même manière, la citoyenneté sociale désigne le droit à la protection sociale et à l’éducation qui devrait permettre aux gens de devenir et de rester des citoyens en bonne santé et instruits.

La reproduction sociale et la citoyenneté sociale sont donc étroitement liées. Elles participent toutes deux à la reproduction des plus vastes systèmes et infrastructures nécessaires pour rendre la « vie » et le fonctionnement d’une société possibles, y compris le travail de *care*. Lorsque la corrélation entre les deux change, un problème de reproduction sociale se pose, comme c’est le cas lorsque des personnes âgées sont déplacées dans un autre pays pour être prises en charge, ce qui peut être considéré comme une délocalisation de la citoyenneté sociale. En essayant de comprendre la configuration des mobilités du *care* en Europe, nous utilisons les deux expressions de « reproduction sociale » et de « citoyenneté sociale » comme outils analytiques.



> Configuration des mobilités du care en Europe centrale et orientale

L'externalisation du *care* vers l'Europe centrale et orientale et l'émergence d'infrastructures privées dans ce secteur sont liées à plusieurs égards à la migration de la main-d'œuvre, à travers à la fois les mobilités passées et présentes. Par exemple, des travailleurs migrants polonais qui ont travaillé dans le domaine du *care* en Allemagne font maintenant partie de ceux qui, de retour en Pologne, y ont fondé des maisons de retraite privées, et sont également recherchés pour y travailler comme employés en raison de leur expérience professionnelle et de leurs compétences linguistiques. Des agences de recrutement se sont développées et servent d'intermédiaires auprès des familles, en les mettant en relation avec les maisons de retraite implantées dans la région. En outre, les résidents des maisons de retraite privées dans les pays du groupe de Visegrád sont souvent les parents de travailleurs qui ont émigré pour travailler dans un autre pays et peuvent donc se permettre de payer ces services pour leurs parents dans leur pays d'origine. Dans d'autres cas, les personnes âgées sont elles-mêmes des migrants revenus au pays qui, après avoir passé leur vie professionnelle en Autriche ou en Allemagne, ont gagné dans ces pays le droit à une assurance et peuvent donc se permettre de payer des services privés. Ces cas rendent d'autant plus complexe la question de la citoyenneté sociale dans les États-providence européens.

Dans les pays du groupe de Visegrád, l'émergence d'établissements privés dans le domaine du *care* semble être directement liée au *care drain* (« fuite du care ») causé par l'émigration, comme l'illustre un exemple tiré de nos recherches. Dans une maison de retraite située en République tchèque à seulement deux kilomètres de la frontière allemande, des personnes âgées allemandes et tchèques sont prises en charge ensemble. Cependant, cette prise en charge n'est pas dispensée par des travailleuses tchèques, car celles-ci ont quitté le marché tchèque pour des emplois mieux rémunérés en Allemagne ; ces postes sont occupés par des travailleuses migrantes venues d'Ukraine et de Moldavie.

Processus de délocalisation du care en Europe. Crédit : [ReloCare](#).

Un autre cas de chevauchement des mobilités est celui de Roberto qui, victime d'une attaque cérébrale, ne pouvait plus vivre seul. Ses enfants, qui n'avaient pas les moyens de lui payer une place dans une maison de retraite en Allemagne, l'ont placé dans une maison en Pologne qui faisait la publicité pour ses services destinés aux seniors en provenance d'Allemagne. Pourtant, Roberto n'est pas allemand à l'origine : après avoir quitté jeune l'Italie pour l'Allemagne en tant que « travailleur invité » (*Gastarbeiter*), il y est resté, et c'est là qu'il a fondé une famille et a vieilli. Ses enfants ont dû, comme beaucoup d'autres familles allemandes, composer avec un système de protection sociale basé sur une assurance obligatoire qui doit être « complétée » par des fonds de pension privés et des ressources de la famille. Dans sa maison de retraite polonaise, Roberto a fait appel à sa connaissance rudimentaire de l'allemand tandis que Paula, une Polonaise âgée qui a grandi dans une région anciennement allemande du sud-ouest de la Pologne et qui parle les deux langues, traduisait parfois pour lui. Le fait que ces deux personnes âgées se retrouvent dans une maison de retraite privée en Pologne illustre bien la complexité de la reproduction sociale et de la citoyenneté sociale dans l'Europe d'aujourd'hui, et montre que, outre les mouvements migratoires actuels, les frontières mouvantes et les déplacements historiques qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale continuent de jouer un rôle.

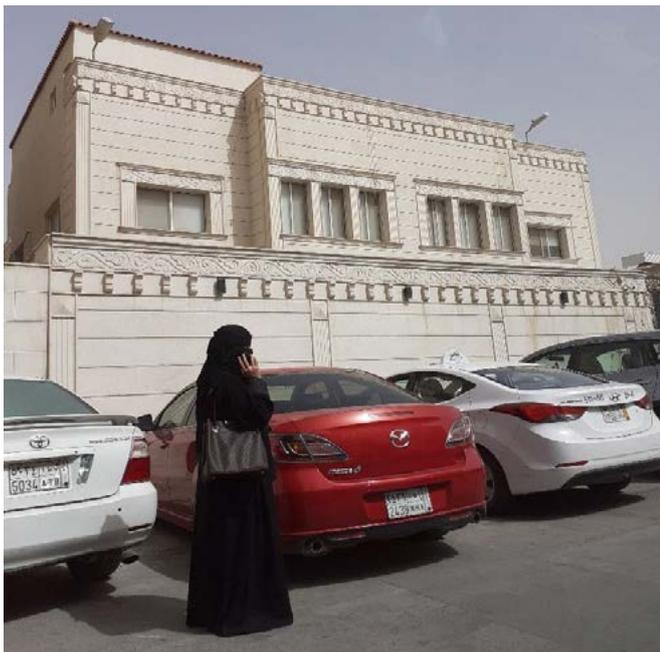
> Conclusion

La configuration transnationale du *care* en Europe centrale revient à tirer des profits à la fois des corps qui prennent en charge et des corps qui sont pris en charge. On peut observer une reproduction sociale translocale dans la région, illustrée par deux phénomènes interdépendants : (1) la transnationalisation du *care* due à l'émigration de travailleuses du *care*, ce qui entraîne un « déficit de care » dans leur pays d'origine ; (2) le phénomène inverse, de portée et d'ampleur beaucoup plus modestes, d'une externalisation des soins et services de *care*, par lequel des personnes âgées sont transférées dans des pays où le coût de ces soins et services représente environ un tiers de celui des pays d'origine. Ces deux phénomènes remettent en question notre conception des droits et de la reproduction sociale, du point de vue de la citoyenneté sociale et des régimes de *care* en Europe. Ces mobilités liées au secteur du *care* sont à notre avis éclairantes sur la manière dont le corps est impliqué, et pourtant ignoré, dans le contexte de crise de la reproduction sociale et de la citoyenneté sociale en Europe et d'une répartition géographique inégale de la protection sociale. ■

Toute correspondance est à adresser à :
 Petra Ezzeddine <Petra.Ezzeddine@fhs.cuni.cz>
 Kristine Krause <k.krause@uva.nl>

> Marché du travail domestique : le Sri Lanka et l'Arabie saoudite¹

Wasana Handapangoda, Université Johannes Kepler de Linz (Autriche)



Une employeuse saoudienne.
Crédit : Wasana Handapangoda.

un rôle central : la majorité des femmes sri-lankaises font appel à eux pour trouver un travail domestique rémunéré dans le Golfe. Cet article donne un aperçu de l'intervention, en tant qu'intermédiaires, des agents privés de placement des migrantes sur le marché des services domestiques dans le secteur du *care* mis en place entre le Sri Lanka et l'Arabie saoudite, en tant qu'élément constitutif de l'économie politique mondiale du *care*. L'article s'appuie sur des recherches sur le terrain menées au Sri Lanka et en Arabie saoudite respectivement en 2019 et 2020.

> Le processus appliqué aux travailleuses domestiques migrantes

Le processus qui consiste à mobiliser le travail domestique dans le secteur du *care* dans le corridor de migration entre le Sri Lanka et l'Arabie saoudite passe par les agents privés de placement des migrants établis dans les deux pays, lesquels assurent le lien transnational essentiel à la prestation marchandisée entre les travailleuses domestiques migrantes sri-lankaises et les employeurs saoudiens.

En tant qu'agents de recrutement privés sous-traités par leurs gouvernements respectifs, ces agents de placement au Sri Lanka (agents locaux) et en Arabie Saoudite (agents étrangers) organisent et facilitent à de multiples niveaux la mobilité des travailleuses domestiques migrantes. Le processus de mobilité commence par la « commande » d'une travailleuse domestique migrante sri-lankaise passée par un employeur saoudien à un agent étranger. L'agent étranger doit ensuite obtenir une approbation obligatoire de la Mission sri-lankaise en Arabie saoudite, avant de transmettre le dossier à l'agent local chargé de s'en occuper au Sri Lanka. L'agent local, après avoir obtenu l'enregistrement de la commande par le Sri Lanka Bureau of Foreign Employment (SLBFE), se met à la recherche de possibles candidates, procède à une présélection, puis retient celles qui répondent aux critères, en termes de salaire, d'âge, d'expé-

>>

Depuis le début des années 1980, les femmes sri-lankaises ont émigré en très grand nombre pour travailler comme employées de maison dans les pays riches en pétrole du golfe Persique. À l'origine de cet exode de main-d'œuvre, on trouve les mesures de libéralisation économique adoptées par le Sri Lanka en 1977 et le boom pétrolier arabe de 1973 qui ont ouvert, dans un contexte de mondialisation, un vaste marché pour le travail domestique rémunéré. Aujourd'hui, le travail domestique des migrantes est devenu l'une des principales exportations du Sri Lanka en termes d'apport de recettes en devises. Parmi les pays du golfe Persique, l'Arabie saoudite reste un important importateur de main-d'œuvre domestique. Le Sri Lanka et l'Arabie saoudite ont en effet depuis longtemps établi un échange mutuellement avantageux d'acheteur-vendeur sur le marché mondial du *care*. Le Sri Lanka apparaît ainsi comme un agent de placement transnational de main-d'œuvre qui place les travailleuses domestiques nationales et à titre de commission reçoit leurs transferts de fonds.

Dans ce processus de négociation dans le secteur du *care*, les agents privés de placement de migrants jouent

rience, de maîtrise de la langue (arabe) ou de religion (musulmane ou non). Dans la recherche de futures travailleuses domestiques migrantes, les services monétisés des sous-agents basés dans les villages sri-lankais s'avèrent utiles, car ils servent d'intermédiaires entre les agents basés dans les villes sri-lankaises et les futures travailleuses domestiques migrantes basées dans les villages, en permettant d'établir un lien à travers l'espace géographique et social.

Les dossiers des candidates sélectionnées sont ensuite envoyés à l'agent local, et l'employeur choisit parmi celles-ci une travailleuse domestique migrante qui correspond le mieux à ses critères. Après confirmation de l'employeur, l'agent local poursuit le processus en aidant la travailleuse à obtenir l'approbation du SLBFE ainsi que les documents nécessaires, notamment le passeport, le visa, les certificats médicaux et les certificats de formation du SLBFE, ainsi qu'un contrat de travail de deux ans. L'agent local prend également en charge le prix du billet d'avion de la travailleuse domestique migrante et une commission personnalisée, tous les coûts de recrutement étant récupérés sur les frais d'agence. Enfin, après l'arrivée de la travailleuse domestique migrante en Arabie saoudite, l'agent étranger la reçoit à l'aéroport et la confie à l'employeur. Pendant la durée du contrat, aussi bien l'agent local que l'agent étranger sont censés assurer à la travailleuse domestique migrante un service de suivi, par exemple, une intervention en cas de mauvais traitements de la part de l'employeur.

Il est intéressant de noter que ces services privatisés de travail domestique rémunéré coûtent cher : la commission à payer à l'agent local s'élève à près de 3500 dollars pour une travailleuse domestique migrante sri-lankaise. Ces frais sont pris en charge par l'agent étranger, qui les récupère sur les frais d'agence payés par l'employeur, d'un montant de 5500 à 6500 dollars pour une travailleuse domestique migrante sri-lankaise. Les frais d'agence peuvent varier en fonction de facteurs tels que l'âge de la travailleuse, son expérience, sa religion, ses compétences linguistiques et ses références, qui déterminent son « prix » sur le marché du *care*.

> Les agents privés de placement de travailleurs migrants, une source d'aide ou de préjudice ?

L'expérience et l'issue de la migration des travailleuses domestiques migrantes sri-lankaises sont largement conditionnées par les agents privés de placement, locaux et étrangers, qui leur offrent une ressource stratégique en

leur facilitant leur voyage à l'étranger. Cela dit, les agents privés de placement participent à la précarisation, voire l'hyperprécarisation du travail domestique migrant, étant donné que les travailleuses domestiques migrantes sri-lankaises sont dans leur immense majorité issues de milieux pauvres déjà précarisés. Souvent, les agents sont responsables de la création de conditions structurelles qui mettent en péril la vie des travailleuses domestiques migrantes au sein des circuits de mobilité, essentiellement en raison de frais d'agence excessifs, de désinformation et de carence des services de suivi. Parmi ces facteurs, les frais d'agence, souvent considérés comme excessivement élevés et abusifs, sont explicitement liés à la création d'une situation de servitude pour dettes. Étant donné que les frais d'agence, particulièrement élevés, sont pris en charge par l'employeur, ils induisent pour les travailleuses domestiques migrantes d'être liées par contrat à leurs employeurs, avec comme corollaire des conditions de travail néfastes au sein des foyers saoudiens.

Les agents privés de placement sont « un mal nécessaire » au sein du marché transnational du *care* entre le Sri Lanka et l'Arabie saoudite. Pour les travailleuses domestiques migrantes, ils jouent un rôle essentiel dans la réalisation de leurs projets de migration et de leur aspiration à la mobilité socio-économique. De même, pour les États situés aux deux extrémités de la chaîne du *care*, ils servent d'agents de stabilité socio-économique et politique. En somme, les agents privés de placement des migrants semblent caractériser un phénomène omniprésent dans le corridor migratoire entre le Sri Lanka et l'Arabie saoudite.

> Conclusion

La négociation du travail domestique dans le secteur du *care* entre le Sri Lanka et l'Arabie saoudite est un parfait exemple de pénétration du marché capitaliste dans la reproduction sociale et des irrégularités qui en découlent. Dans un contexte de mondialisation néolibérale, les agents privés de placement des migrants présentent de plus en plus le travail domestique comme une marchandise opportune, ce qui provoque des débats contradictoires sur le potentiel économique et l'hyper-précarité. En ce sens, le travail domestique des migrantes qui passe par ces intermédiaires remet en cause le bien-fondé de l'intrusion de moyens importants dans le domaine du travail reproductif ; pourtant, il révèle en même temps la possibilité d'une union entre le travail reproductif et le travail productif dans l'économie du *care*. ■

Toute correspondance est à adresser à Wasana Handapangoda
<wasana.handapangoda@jku.at>

1. Cet article s'appuie sur le projet 'Ideal' *Migrant Subjects: Domestic Service in Globalization*, financé par le Fonds autrichien pour la science (FWF), projet M 2724-G, bourse Lise-Meitner, durée 11/2019-10/2022. Demandeur/responsable : Dr. Wasana Handapangoda et co-demandeur/mentor : Brigitte Aulenbacher, Université Johannes Kepler de Linz, Institut de Sociologie, Département de la Théorie de la Société et des Analyses sociales.